

Oran
94 cas d'intoxication alimentaire
dans deux fast-foods

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Début hier de la révision exceptionnelle des listes électorales

Déjà 32 candidats à l'élection présidentielle

Alors que la révision exceptionnelle des listes électorales a débuté hier, l'autorité indépendante de l'élection présidentielle a enregistré pas moins de 32 candidats qui ont retiré les formulaires de parrainage. En effet, 32 candidats ont retiré les imprimés de parrainage des citoyens, jusqu'à hier après-midi, a informé Ali Draâ, responsable de la communication de l'Autorité indépendante de l'élection présidentielle.

Page 3



Lors d'un Conseil interministériel
Présentation du premier
Plan national climat



Le premier Plan national climat (PNC) pour la période 2020-2030 a été présenté, samedi, lors d'un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Nouredine Bedoui, pour être présenté ensuite par l'Algérie au Sommet Action climat 2019 de l'Organisation des Nations unies (ONU), prévu aujourd'hui à New York.

Le PNC présenté par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati «se veut un outil pratique pour appliquer la politique nationale de lutte contre les effets négatifs des changements climatiques sur plusieurs domaines vitaux qui se manifestent, souvent par des variations climatiques brusques, la diminution du niveau de la production agricole, la baisse du niveau de l'eau et la dégradation de sa qualité, la hausse de la demande sur l'énergie et le déclin de la biodiversité, outre une hausse des températures et des incendies de forêts aux graves conséquences sur la santé, voire la vie des citoyens», indique un communiqué des services du Premier ministre. Elaboré par la commission nationale de l'environnement regroupant plusieurs secteurs concernés, et un groupe d'experts et de chercheurs, le plan en question prévoit 155 opérations et activités visant à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les limiter pour la prochaine décennie, notamment à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'intégration de la dimension Climat au sein des différentes politiques publiques de développement.

Dans son intervention au terme des débats, M. Bedoui a indiqué que ce plan constituait «un défi national que tout un chacun doit respecter et relever, et un engagement international pris par notre pays pour préserver un environnement mondial sain et contribuer efficacement et de manière responsable à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le qualifiant de bond qualitatif en matière de renforcement de la diplomatie climatique et de la place de notre pays au sein du système international en vigueur dans ce domaine».

Page 4

Selon l'expert en énergie, Mourad Preur

L'Algérie dispose encore de
réserves pétrolières exploitables

Page 2



Selon l'expert en énergie, Mourad Preur

L'Algérie dispose encore de réserves pétrolières exploitables

La fin du pétrole algérien n'est pas pour demain. Le pays dispose encore de réserves non négligeables de pétrole exploitable, a rassuré hier, l'expert en énergie, Mourad Preur, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne.



Par Rachid Chihab

Contrairement au pessimisme ambiant vis-à-vis des réserves algériennes de pétrole, l'intervenant se montre optimiste. Il a affirmé que «les réserves de l'Algérie sont estimées à 12 milliards de barils. Rien que celle de Hassi Messaoud, ajoute-t-il, elles sont de l'ordre de 50 milliards de barils et nous n'en avons soutiré que 15% avec un taux de récupération de 26 à 27%». Pour lui, «si on arrive à augmenter les taux de récupération, on en aura pour des décennies de production».

Toutefois, il fait remarquer

que l'instabilité juridique est un obstacle pour le développement du secteur de l'énergie. Il déplore encore une fois, le changement permanent de législation qui, non seulement, fait fuir les leaders pétroliers mondiaux, pénalisant la Sonatrach.

Il plaide en faveur d'une législation stable, ouvrant la voie à une association de cette compagnie avec des partenaires leaders. «La puissance pétrolière de l'Algérie ne doit pas être perçue dans le niveau de ses réserves ou de sa production, mais dans la puissance de Sonatrach», insiste M. Preur qui appelle au renforcement de cette dernière

afin, dit-il, qu'elle puisse monter en puissance et attirer à elle des leaders avec lesquels elle puisse partager les risques. Interrogé sur l'évolution du marché mondial du pétrole, il dira que l'attaque des installations de brut saoudiennes a fortement impacté le marché, occasionnant une hausse du prix du baril de plus de 10%. Mesurant l'ampleur des dégâts occasionnés, l'expert en énergie, Mourad Preur, estime, que malgré tout, le marché mondial est resté «équilibré». S'exprimant dans l'émission, l'invité de la rédaction, celui-ci note qu'en plus de la déclaration de Trump annonçant le déstocka-

ge de réserves américaines de brut, «l'Arabie Saoudite est capable de supporter, dans l'immédiat, le choc avec ses stocks de 35 jours et ses capacités inutilisées de 2 millions de barils/jour».

Toutefois, nuance l'expert, le recours aux stocks stratégiques et les difficultés de Riyad à remettre en marche ses installations, objets d'attaques, va peser sur le marché. «Le marché intègre aujourd'hui cette forte incertitude», affirme-t-il, prédisant qu'une «perte de production va se traduire par une hausse des prix», lesquels devraient, à coup sûr, stimuler le gaz de schiste».

R. C.

A la demande de ses avocats

Report du procès d'«El boucher»

La cour d'Alger a décidé, hier, le report, pour la deuxième fois consécutive, du procès en appel de l'homme d'affaires Kamel Chikhi dit «El boucher», principal accusé dans l'affaire des conservateurs fonciers, au 6 octobre prochain, un report qui intervient à la demande des avocats du prévenu, a-t-on appris auprès de la défense.

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait requis une peine de 10 ans d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende de 1 million de DA à l'encontre de Kamel Chikhi, avec l'interdiction, pendant 5 ans, de conclure des marchés publics, outre le versement de 10 millions de DA au Trésor public en tant que

partie civile. Des peines allant de quatre à huit ans de prison ont été prononcées à l'encontre des autres accusés dans la même affaire, tandis que l'un des accusés a été acquitté.

Par ailleurs, le tribunal a requis la saisie des biens immobiliers de certains accusés et des membres de leurs familles, et des amendes de 500 000 DA.

Le procureur de la République près du même tribunal avait requis une peine de 10 années d'emprisonnement assortie d'une amende de 1 million de DA à l'encontre du principal accusé Kamel Chikhi pour «incitation à l'abus de pouvoir et octroi de pots-de-

vin à des fonctionnaires des services de l'urbanisme d'Alger en contrepartie d'indus services».

En outre, le ministère public a requis la saisie de tous les avoirs issus du crime avec des peines allant de deux à 10 ans de prison et des amendes allant de 50 000 DA à 1 000 000 DA à l'encontre des 12 autres détenus poursuivis pour «abus de pouvoir et de fonction et acceptation de pots-de-vin et de cadeaux de l'accusé principal «El Boucher» en contrepartie de facilitations administratives pour la réalisation de ses projets immobiliers».

Riad D.

Finances

Bedoui annonce la fin du financement non conventionnel

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a annoncé, samedi à Alger, la décision «de renoncer définitivement au financement non conventionnel».

Dans une allocution, lue en son nom par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, à l'ouverture de la Conférence nationale sur le renforcement de la prise en charge sanitaire dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, M. Bedoui a fait état de «l'abandon définitif du financement non conventionnel».

«Ce sont là les lourdes responsabilités que chacun de nous doit assumer pour la préservation des chances et droits des futures générations, qui ne doivent aucunement être hypothéqués», a-t-il soutenu.

Le Premier ministre a ajouté que le gouvernement «oeuvre, dans ce cadre, à la préservation de la situation financière de l'Etat et de ses institutions, notamment en cette période décisive et cruciale qui implique pour nous tous, responsables et citoyens, d'être à la hauteur des défis et enjeux posés».

«Notre Etat-continent est à la croisée des chemins pour un décollage vers un lendemain meilleur dans tous les domaines vitaux, en concrétisation d'un développement équilibré et de l'équité dans la prestation de services au profit de tous les citoyens.

Reda A.

Détournement au CPA de Bouira

Les victimes protestent et réclament leur argent

Des dizaines de victimes du détournement de fonds au Crédit populaire algérien (CPA) de Bouira ont observé hier, un sit-in devant le siège de cet établissement bancaire pour réclamer leur argent détourné, a-t-on constaté.

Les protestataires, des entrepreneurs et autres notables de la région, ont organisé cette «énième» action de protestation afin de réitérer leur appel à l'accélération des procédures judiciaires afin qu'ils puissent récupérer leur argent, dont le montant détourné est estimé à 30 milliards de centimes et plus de 100 000 euros, selon les chiffres donnés auparavant par les services de la police.

«Nous voulons notre argent, c'est tout. La justice doit agir», a réclamer un groupe de protestataires en colère. Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles ils ont écrit «Rendez notre argent», «la justice doit nous indemniser» et «les victimes de la issaba en détresse». Les manifestants ont expliqué à la presse, qu'aucune décision ou mesure n'avait été prise depuis l'éclatement de ce scandale au CPA de Bouira.

Pour rappel, une enquête avait été ouverte par les services de sécurité de la wilaya de Bouira qui avaient été destinataires en janvier dernier de plaintes liées à des anomalies dans plusieurs comptes bancaires au niveau du CPA de Bouira.

L'enquête a permis d'ailleurs, l'arrestation en quelques jours seulement, de 12 individus suspectés d'implication dans cette affaire.

Reda A.

Début hier de la révision exceptionnelle des listes électorales

Déjà 32 candidats à l'élection présidentielle

Alors que la révision exceptionnelle des listes électorales a débuté hier, l'Autorité indépendante de l'élection présidentielle a enregistré pas moins de 32 candidats qui ont retiré les formulaires de parrainage.



Par S. A. Mohamed

En effet, 32 candidats ont retiré les imprimés de parrainage des citoyens, jusqu'à hier après-midi, a informé Ali Draâ, responsable de la communication de l'Autorité indépendante de l'élection présidentielle. Lors d'une conférence de presse au Palais des Nations, il a encore indiqué que « la révision exceptionnelle des listes électorales se déroulera du 22 septembre au 6 octobre, alors que le retrait des formulaires de signature se poursuivra jusqu'au 6 octobre et se déroule actuellement en toute transparence et flexibilité ». Le transfert des compétences électorales de l'Administration vers l'Autorité indépendante est en train de se

dérouler normalement assure Ali Draâ qui informe, par ailleurs, que les candidats non détenteurs d'un diplôme universitaire se sont vus refuser les imprimés de parrainages. La révision exceptionnelle des listes électorales a donc commencé hier et se poursuivra durant 15 jours, conformément au décret présidentiel portant convocation du corps électoral en vue de l'élection du président de la République devant se tenir le 12 décembre prochain. En prévision de cette révision exceptionnelle des listes électorales, l'Autorité nationale indépendante des élections, créée en vertu d'une nouvelle loi organique, a invité les citoyennes et citoyens, non inscrits sur les listes électorales, notamment ceux qui auront 18 ans le jour du scrutin, à s'inscrire auprès de la

commission communale au niveau de leur commune de résidence. Les électeurs ayant changé de lieu de résidence doivent, quant à eux, se rapprocher de la commission de révision des listes électorales de leur nouvelle commune de résidence, la demande d'inscription devant être appuyée par la présentation de deux documents, l'un justifiant l'identité, l'autre la résidence. Les bureaux de la commission chargée de la révision des listes des élections au niveau des communes sont, ainsi, ouverts tous les jours de la semaine, de 9h à 16h30, à l'exception du vendredi. Les membres de la communauté nationale établie à l'étranger doivent, pour leur part, se rapprocher des représentations diplomatiques ou consulaires pour s'inscrire. La loi organique relative

au régime électoral, qui vient d'être amendée, place le fichier national du corps électoral composé de l'ensemble des listes électorales des communes et des centres diplomatiques et consulaires à l'étranger sous la tutelle de l'Autorité indépendante chargée des élections. Elle prévoit, selon l'article 23, d'accorder à cette instance la responsabilité d'élaborer et de réviser les listes électorales périodiquement et à l'occasion de chaque échéance électorale ou référendaire par une commission communale placée sous sa supervision. L'Autorité nationale indépendante des élections est investie de « la charge de préparer les élections, les organiser, les gérer et les superviser, et ce, dès le début de l'opération d'inscription sur les listes électorales et leurs révisions, ainsi que les opérations de préparation de l'opération électorale, des opérations de vote, de dépouillement et se prononce sur le contentieux électoral, conformément à la législation en vigueur, jusqu'à l'annonce des résultats provisoires ». Elle prend également toutes les mesures et dispositions pour garantir la préparation et l'organisation des élections « en toute intégrité, transparence et impartialité, sans discrimination entre les candidats ». Conformément à la loi, l'Autorité a les prérogatives de tenir le fichier national du corps électoral, des listes électorales communales et des listes électorales de la communauté nationale à l'étranger, de les actualiser de manière permanente et périodique, de réceptionner les dossiers de candidature d'élection du président de la République et de statuer en accord avec les dispositions de la loi organique relative au régime électoral et d'annoncer les résultats provisoires des élections. **S.A.M.**

L'ANIE dément avoir élu domicile au Palais du gouvernement

L'Autorité nationale indépendance des élections (Anie) a démenti, samedi, des informations de presse prétendant qu'elle avait élu domicile provisoirement pour ses premières réunions au niveau du Palais du gouvernement.

L'autorité apporte un démenti formel à cette assertion et précise quelle n'a jamais occupé un quelconque espace du siège du gouvernement pour quelque période que ce soit et que son siège est au Palais de Nations.

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a procédé le 14 septembre courant à la signature de la loi organique relative à l'Autorité nationale indépendante en charge des élections.

Cette Autorité permanente et indépendante, jouit du statut de personne morale et de l'indépendance administrative et financière.

Elle a pour missions de « concrétiser et approfondir la démocratie constitutionnelle et promouvoir le régime électoral conduisant à l'alternance pacifique et démocratique au pouvoir ».

Son siège se situera à Alger avec des antennes au niveau local et auprès de la communauté nationale à l'étranger.

Elle veillera « à la préparation, à l'organisation, à la gestion, à la supervision et à la surveillance des élections ».

En matière de surveillance des élections, l'Autorité veille à garantir « la transparence et la régularité » du scrutin lors des étapes de sa préparation et de son organisation.

Reda A.

Pour consacrer l'indépendance de la magistrature

Nécessité d'un amendement immédiat du cadre juridique

Le Syndicat national des magistrats (SNM) a mis en avant, samedi depuis Tipasa, l'impératif amendement « immédiat » du cadre juridique régissant le pouvoir judiciaire afin de « mettre un terme à l'hégémonie du pouvoir exécutif ».

Dans un communiqué final sanctionnant les travaux de la première session du Conseil national du SNM, signé par son président, Issaâd Mabrouk, les participants ont critiqué « les textes en vigueur » régissant le secteur de la Justice, estimant qu'ils « consacrent l'hégémonie du pouvoir exécutif sur la Justice, et que reflète clairement le Statut de la magistrature

et la loi organique fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Conseil supérieur de magistrature ».

« Contrairement à ce qui est propagé au sein de l'opinion publique, le cadre juridique régissant l'action du pouvoir judiciaire n'a de cesse empêcher l'instauration de l'Etat de droit, qui est une revendication populaire et élitiste pressante », affirme le communiqué.

« La consécration de l'indépendance effective de la Magistrature passe par la concrétisation de deux points, le premier concerne l'amendement immédiat du cadre juridique relatif au pouvoir judiciai-

re », ajouté le SNM qui indique, à ce propos, « avoir entamé la préparation de projets de loi régissant l'action de la magistrature, en axant ces amendement sur la rupture avec les textes ouvrant la voie à la violation de ses prérogatives au profit du pouvoir exécutif ».

« Le second point à trait à la prise en charge immédiate de la situation sociale et matérielle des magistrats, en leur offrant les conditions appropriés garantissant leur dignité en adéquation avec les missions sensibles qui leur incombent, les obligations qui leurs sont imposés et les sacrifices qu'ils consentent », explique encore le SNM.

Dans leur communiqué final, les membres du SNM ont fait état de la décision « unanime » d'emprunter la voie de l'escalade, suivant les méthodes convenues, en tant que seul et unique moyen d'imposer les exigences de l'indépendance (de la magistrature) au plan juridique et matériel », appelant à l'annonce, sans retard, du mouvement annuel du corps des magistrats.

En conclusion, le SNM a affirmé sa détermination à « user de tous les moyens juridiques face à toute atteinte, quels qu'en soient le type ou l'origine, à l'appareil judiciaire ou à ses membres ». **L. F.**

Sud du pays

Le salaire des médecins spécialistes multiplié par deux et demi

Après des années de lutte, les praticiens spécialistes exerçant dans le sud du pays ont enfin obtenu gain de cause. Le gouvernement a décidé de multiplier par deux et demi leur salaire par rapport à celui de ceux exerçant dans le Nord, outre la généralisation de la prime du service civil.



Par Karima Nacer

Dans le but de motiver les professionnels de la santé publique pour exercer dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, le gouvernement Bedoui a annoncé de nouvelles mesures.

Parmi ces décisions, le Premier ministre a fait part de la multiplication par deux et demi du salaire des praticiens spécialistes de la santé publique exerçant dans les wilayas

du Sud, par rapport à celui de ceux exerçant dans le Nord, outre la généralisation de la prime du service civil.

Bedoui a fait état également, lors de l'ouverture de la Conférence nationale sur «le renforcement de la santé dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux», de la généralisation de la prime du service civil avec l'attribution d'une allocation de 7% du salaire de base pour chaque jour de travail, à ajouter aux frais de

mission, appliquée sur 15 jours environ par mois pour chaque fonctionnaire du secteur de la santé concerné par cette activité. Dans le même contexte, M. Bedoui a annoncé la mise en place d'un système incitatif, au titre du PLF 2020, au profit des médecins privés, des pharmaciens et des laborantins désirant exercer au Sud, en bénéficiant, a-t-il dit, de différents mécanismes de soutien public, d'exonération de taxes et d'impôts, ainsi que de bonification de taux d'inté-

rêts et d'autres facilitations pour l'accès au foncier.

Qualifiant ces mesures d'«inédites», le ministre a affirmé qu'elles «améliorent l'attractivité des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux pour les professionnels de la santé qui doivent comprendre que leur avenir se construit également dans le Sud et non pas uniquement au Nord». Nous voulons, à travers toutes ces mesures, assurer une couverture sanitaire globale en vue de com-

bler le déficit dans les différentes spécialités, alléger les souffrances des citoyens et leur éviter de parcourir de longues distances pour bénéficier de soins», a-t-il ajouté.

Concernant l'amélioration de la qualité des prestations de santé prodiguées, le Premier ministre fait part «de la signature de 117 conventions de jumelage englobant toutes les spécialités dont 97 dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux, outre «l'ouverture de 198 postes budgétaires pour l'accès à la formation spécialisée au profit des jeunes médecins généralistes en particulier, ceux âgés de moins de 40 ans, ayant assuré un service effectif pour une durée de 5 ans, au niveau de neuf wilayas du Sud, avec une moyenne de 22 postes pour chaque wilaya.

Il s'agit des wilayas d'Adrar, Biskra, Béchar, Tamanrasset, Illizi, Tindouf, El Oued et Ghardaïa, à condition que cette mesure touche neuf spécialités prioritaires et très demandées par les citoyens, à savoir, génécologie-obstétrique, réanimation et anesthésie, médecine interne, pédiatrie, chirurgie orthopédique et traumatologique, imagerie médicale et radiologie, pédiatrie et chirurgie générale.

Par ailleurs, Noureddine Bedoui, a annoncé la levée du gel sur 25 projets relevant du secteur de la santé dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, avec inscription d'autres projets.

K. N.

Lors d'un Conseil interministériel

Présentation du premier Plan national climat

Le premier Plan national climat (PNC) pour la période 2020-2030 a été présenté, samedi, lors d'un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, pour être présenté ensuite par l'Algérie au Sommet Action climat 2019 de l'Organisation des Nations unies (ONU), prévu aujourd'hui à New York.

Le PNC présenté par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zahra Zerouati «se veut un outil pratique pour appliquer la politique nationale de lutte contre les effets négatifs des changements climatiques sur plusieurs domaines vitaux qui se manifestent, souvent par des variations climatiques brusques, la diminution du niveau de la production agricole, la baisse du niveau de l'eau et la dégradation de sa qualité, la hausse de la demande sur l'énergie et le déclin de la biodiversité, outre une hausse des températures et des incendies de forêts aux graves conséquences sur la santé, voire la vie des citoyens», indique un communiqué des services du Premier ministre.

Elaboré par la commission nationale de l'environnement regroupant plusieurs secteurs concernés, et un groupe d'experts et de chercheurs, le plan en question prévoit 155 opérations et activités visant à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les limiter pour la prochaine décennie, notamment à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'intégration de la dimension Climat au sein des différentes politiques publiques de développement.

Dans son intervention au terme des débats, M. Bedoui a indiqué que ce plan

constituait «un défi national que tout un chacun doit respecter et relever, et un engagement international pris par notre pays pour préserver un environnement mondial sain et contribuer efficacement et de manière responsable à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le qualifiant de bond qualitatif en matière de renforcement de la diplomatie climatique et de la place de notre pays au sein du système international en vigueur dans ce domaine».

Le PNC favorisera l'accès aux sources de financement des opérations liées au climat, garanties par les différents mécanismes de financement onusiens, précise le Premier ministre.

En vue d'atteindre les objectifs tracés, le Premier ministre a instruit le gouvernement d'adopter ce Plan et de se mobiliser pour concrétiser toutes les opérations y afférentes.

Pour lui, le PNC 2020-2030 constitue «un acquis à même de contribuer au Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), confirmant ainsi le respect par notre pays des engagements pris».

Ce PNC, a-t-il ajouté, est «la vitrine de notre pays à l'échelle internationale et une feuille de route sérieuse, porteuse d'une vision claire sur les efforts nationaux à l'horizon 2030, en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 22% comme engagement conditionnel et de 7% comme engagement volontaire, annoncés lors du Sommet sur le climat de Paris (COP21) 2015.

Dans le même contexte, M. Bedoui a mis l'accent sur la nécessité de mettre en

place un mécanisme gouvernemental de suivi, de mise en oeuvre et d'évaluation périodique du PNC à tous les niveaux, national et local, outre l'étude de la possibilité de confier cette mission à l'Agence nationale des changements climatiques (Ancc), tout en révisant ses statuts pour attirer les compétences nationales, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays et s'ouvrir sur les expertises et expériences nationales et étrangères à l'effet de concrétiser les objectifs majeurs du PNC.

Ce mécanisme gouvernemental vise, par ailleurs, à accompagner tous les secteurs ministériels et les Collectivités locales dans la mise en place de leurs propres plans pratiques, à réaliser par étape et de façon complémentaire avec l'implication de tous les acteurs de la société civile.

Les secteurs ministériels et les collectivités locales ont été chargés d'adapter leurs plans d'action et leurs réglementations aux exigences du PNC, en sus de la qualification de la ressource humaine nécessaire à cette opération.

Le Premier ministre a affirmé, dans ce cadre, que les engagements des secteurs ministériels, des wilayas et des communes doivent être communiqués et avoir un calendrier bien défini pour déterminer les responsabilités et évaluer le degré de respect des engagements.

Il a instruit, en outre, d'oeuvrer en vue de traduire le PNC au niveau de chaque collectivité locale en Plans locaux de climat, prenant en considération les indicateurs sécurité-environnement, selon les spécificités de chaque commune, conformément des normes internationales en

vigueur. Ainsi, le Premier ministre a recommandé la création de commissions permanentes au sein des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) chargées d'examiner les questions liées au PNC.

Les ministres de l'Environnement et de l'Enseignement supérieur ont été chargés de signer des conventions pour la période 2020-2030, pour l'accompagnement de la mise en oeuvre du PNC sur le plan scientifique et de recherche.

A ce propos, il a été décidé la création de laboratoires nationaux du climat dans le but d'accompagner cette opération, avec la participation d'experts et de chercheurs nationaux ainsi que des compétences nationales établies à l'étranger.

Lors de la même réunion, le ministre de l'Agriculture a été chargé de la bonne préparation du Plan national de reboisement (PNR) qui se veut une initiative ambitieuse qui exige la participation de tout un chacun, notamment des acteurs de la société civile, des entreprises, des administrations, des opérateurs économiques et d'autres, en vue de préserver et promouvoir notre environnement, outre la présentation d'un exposé d'évaluation sur l'avancement des préparatifs.

Dans ce sillage, il a été également décidé de la relance et de la réhabilitation du projet du Barrage vert, avec l'installation d'un dispositif permanent au niveau du secteur concerné, lequel s'emploiera à la préparation, à la concrétisation et au suivi permanent de cette opération, selon le communiqué du Premier ministre.

R. K.

Mostaganem

44 concurrentes à la start-up week-end de promotion de l'entrepreneuriat féminin

La manifestation Start-up week-end de promotion de l'entrepreneuriat féminin a enregistré, à Mostaganem, la participation de 44 concurrentes de 20 wilayas du pays, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.



Cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre d'un concours mondial a eu lieu du 19 au 21 septembre dans plusieurs pays (67 villes) dont l'Algérie pour sélectionner la meilleure idée du projet féminin qui prendra part à une manifestation mondiale en 2020 à Singapour, a indiqué à l'APS l'une des organisatrices Nassima Berayah.

Des ateliers et des sessions de formation ont marqué cette édition de formation dans les domaines de développement des idées au profit d'entreprises innovantes, de

communication, d'innovation, de gestion financière et économique et de marketing, entre autres.

La coach Sihem Akacem a souligné que «le formateur qui accompagne le jeune dans la création d'une micro-entreprise doit avoir des caractéristiques dont le charisme, la formation universitaire, le professionnalisme, l'expérience et faculté d'écoute», a-t-elle souligné. L'organisateur et formateur Yasser Biahi a affirmé que la formation académique, le professionnalisme et l'expérience aident les jeunes à éviter plusieurs entraves lors de

la création de leurs entreprises et à transformer l'idée en projet.

M. Biahi a déclaré qu'«il y a des idées formidables et susceptibles de se concrétiser en projets réussis à l'avenir, sauf que vaincre la peur est la première étape à franchir par le jeune qui reste hésitant à accéder au monde de l'entreprise innovante».

Après la manifestation, un programme annuel de suivi des entreprises féminines et leur accompagnement sera appliqué dans les étapes de création, de gestion financière et technique de la vente avec

la possibilité de les intégrer au sein de pépinières des projets innovants qui sont fournis par les grandes sociétés économiques, a fait savoir le coach Hocine Boukabous.

La manifestation, parrainée par l'ambassade de la Hollande en Algérie, et des opérateurs économiques sera clôturée par la consécration du vainqueur sur 11 groupes de quatre participantes chacun, qui prendra part à la manifestation internationale de Singapour le 8 mars 2020, de même que ceux décrochant les 2^{ème} et 3^{ème} places, ont indiqué les organisateurs.

K. L.

Elle sera lancée début octobre

Une feuille de route pour l'économie circulaire

Une feuille de route pour l'économie circulaire visant à assurer un passage progressif vers des modes de production et de consommation plus respectueuses à l'environnement, sera lancée début octobre prochain, a indiqué, samedi, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati.

«Trois assises sur l'économie circulaire ont été déjà organisées par le secteur et seront sanctionnées par une rencontre nationale, début octobre, qui restituera les résultats de ces travaux à travers une feuille de route réalisable, qui intègre la nouvelle vision de l'Algérie en matière de développement durable et de passage du modèle économique linéaire au modèle circulaire», a expliqué Mme Zerouati à la presse en marge d'une opération de nettoyage de plages à Zéralda (Alger).

Cette feuille de route traduira en actions concrètes 292 recommandations élaborées

par des experts, des opérateurs privés et publics, des institutions, des élus, les collectivités locales, ainsi que des organisations de la société civile, selon la ministre.

Elle vise, notamment à améliorer les capacités en matière de recyclage et de valorisation de déchets tout en créant de l'emploi et de la richesse afin d'atteindre à terme l'objectif «zéro déchet», a-t-elle soutenu.

De son côté, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke, a annoncé le lancement, début 2020, d'un nouveau programme d'appui au profit de l'Algérie pour promouvoir l'économie circulaire.

Il s'agit d'un «projet d'envergure qui veut aider l'Algérie à mettre en place des dispositifs réglementaires et opérationnels concernant les différents aspects de l'économie circulaire notamment la gestion des déchets, le tri sélectif et l'efficacité énergé-

tique», a-t-il noté.

Plusieurs actions sont prévues dans le cadre de ce nouveau programme et qui toucheront, en particulier, à la formation, l'appui à la création de centres d'enfouissement, l'amélioration des dispositifs de collecte, la sensibilisation du public.

Elaboré en collaboration avec le ministère de l'Environnement et celle de l'Industrie, ce programme est financé par l'Union européenne à hauteur de 10 à 15 millions d'euros, selon M. O'Rourke.

L'opération de nettoyage qui a regroupé une centaine de bénévoles à la plage Khelloufi 1 (Zéralda, Alger) s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale de nettoyage de plage, #EUBeachCleanup, menée par l'Union européenne à travers ses différents représentations dans le monde, en association avec les Nations unies.

Bilal L.

De nombreux secteurs représentés

Plus de 38 exposants algériens à la Foire internationale de Marseille

Plus de 38 exposants algériens de différents secteurs économiques participent à la 95^{ème} Foire internationale de Marseille, ouverte, vendredi, et qui s'étalera jusqu'au 30 septembre courant, a indiqué, samedi, un communiqué de la Société algérienne des foires et exportations (Safex).

Occupant une superficie de 2 400 m², les entreprises algériennes participant à cette foire, organisée au Palais des congrès et des expositions Marseille (Parc Chanot) activent dans de nombreux secteurs, à l'instar de l'agroalimentaire, l'artisanat, le meuble, le textile et les produits du terroir, a précisé la même source.

La participation, pour la troisième fois, à cette foire s'inscrit dans le cadre du programme des manifestations économiques à l'étranger pour l'année 2019, supervisé par le ministère du Commerce, visant à soutenir et relever les exportations hors hydrocarbures.

Cette foire constitue une occasion pour les opérateurs algériens d'établir de nouveaux partenariats avec leurs homologues étrangers et d'investir de nouveaux marchés, notamment en Europe, a ajouté le communiqué.

La Foire internationale de Marseille, deuxième plus grande foire en France après celle de Paris, verra la participation de 1 000 exposants de 47 pays, répartis sur une superficie globale de 55 000 m².

Cette édition qui constitue une opportunité pour le public et les professionnels de découvrir les diverses offres commerciales, s'intéressera également au cinéma.

Reda A.

Salon de l'agroalimentaire

L'Algérie invité d'honneur du World Food Moscow 2019

L'Algérie a été choisie pour être l'invité d'honneur du Salon international des produits agroalimentaire World Food Moscow, prévu du 24 au 27 septembre courant dans la capitale russe, a indiqué hier, le ministère du Commerce dans un communiqué.

A cet effet, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, conduira la délégation algérienne à cette manifestation économique, conformément au programme de participation officielle de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger, selon la même source.

Cette participation rentre dans le cadre de la nouvelle dynamique de promotion des exportations hors hydrocarbures et vise, également, à rehausser l'image des produits algériens à l'international dans les manifestations économiques de grande envergure, a précisé le communiqué.

Le pavillon algérien d'une superficie de 600 m², abritera la participation de 40 entreprises de différentes filières, entre autres, l'huile d'olive, les boissons, les pâtes alimentaires, les dattes, les conserves, les fruits et légumes, ainsi que les produits du terroir.

Pour une meilleure animation du pavillon national, un chef de cuisine présentera l'art culinaire algérien moyennant un menu journalier varié, fait à base d'ingrédients exposés.

Un Forum «Rencontres affaires» sera aussi organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) au niveau du stand national.

Reda A.

Espagne

L'association catalane LiberPress décerne son prix annuel à la lutte du peuple sahraoui

L'association catalane LiberPress a décerné son prix annuel à la lutte juste et légitime du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance.



Consacré aux questions de lutte et de persévérance dans les différents domaines de la vie pour un monde meilleur, le 21^{ème} prix annuel de LiberPress a été décerné à la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance et ce, lors d'une cérémonie de distinction de neuf lauréats en matière des droits de l'homme, d'environnement, d'information, de musique, d'art et de société.

En présence d'un public nombreux, la représentante du Front Polisario en Espagne, Khira Bulahi, a reçu, au nom du peuple sahraoui, le prix du mérite.

A la veille de cette cérémonie,

Mme Bulahi avait déclaré que cette distinction se voulait «un triomphe de la justice et un soutien à la liberté».

«Cette démarche vient couronner une lutte juste que ni les longues années d'attente, ni les circonstances et conditions difficiles n'ont pu la vaincre», a-t-elle soutenu, retraçant «les différentes facettes de cette lutte dans les territoires occupés, les camps des réfugiés, les territoires libérés et la diaspora sahraouie».

Après la projection d'un film documentaire, la diplomate sahraouie a évoqué les exploits glorieux de la femme sahraouie, un modèle de résistance au parcours

unique, riche en sacrifices lors de l'Intifada de l'indépendance, appelant à «la libération immédiate de tous les détenus politiques sahraouis et à l'arrêt définitif des violations par le Maroc des droits civils, politiques, économiques et culturels du peuple sahraoui, commises avec la complicité de l'UE».

Le prix international de l'association LiberPress, qui jouit du plein appui du Conseil et de la commune de Gérone et de la contribution de plusieurs instances et personnalités, est l'un des prix les plus prestigieux dans le domaine des droits de l'homme, de la culture, de l'information et de la protection de l'environne-

ment en Europe et dans le monde. La cérémonie de décernement du prix, qui sera remis ultérieurement à la présidence de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), s'est déroulée en présence du délégué adjoint du Front Polisario en Catalogne, Mah iahdih Nan, de la représentante du Front Polisario en Espagne et des membres de la communauté sahraouie, outre des personnes solidaires avec la cause sahraouie, des membres de l'association LiberPress et un public venu nombreux saluer la lutte et la persévérance du peuple sahraoui.

R. H.

Le chef de la Minurso visite les camps de réfugiés sahraouis

Le représentant spécial pour le Sahara Occidental et chef de la Minurso, Colin Stewart, s'est rendu jeudi aux camps des réfugiés sahraouis dans le cadre d'une visite qu'il a effectuée aux camps.

Au cours de ce déplacement, Colin Stewart a rencontré des représentants d'ONG et des responsables sahraouis activant dans le domaine de l'humanitaire, a indiqué le représentant du Front

Polisario à l'ONU, Sidi Omar dans un tweet.

La visite de Colin Stewart intervient à quelques semaines des délibérations prévues au Conseil de sécurité pour le renouvellement du mandat de la mission qui expire le 31 octobre prochain.

Dans une lettre adressée récemment au président du Conseil de sécurité, Vassily Nebenzia, le président sahraoui, Brahim Ghali, a affirmé que «les restrictions inacceptables imposées par le

Maroc à la mission onusienne et l'échec de cette dernière dans sa mission l'ont décrédibilisée aux yeux du peuple sahraoui».

Le président sahraoui a également appelé le Conseil de sécurité à hâter la désignation d'un nouvel envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, «animé par les mêmes convictions et la même détermination que son prédécesseur», Horst Kohler.

Reda A.

Guerre de libération nationale

La constitution du GPRA a permis d'unifier la direction de la Révolution

Le chercheur en histoire, Abdellah Meguellati, a affirmé, jeudi à Alger, que la Constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne (Gpra) en 1958 avait permis «d'unifier la direction de la Révolution au sein de cet organe» et de préparer le terrain pour l'entrée en négociation avec le colonisateur français, «en tant qu'unique représentant du peuple algérien».

S'exprimant lors d'une conférence organisée à l'occasion de la célébration du 61^{ème} anniversaire de la déclaration du Gpra, l'historien a précisé que le principal motif de sa

Constitution était «l'unification de la direction de la Révolution au sein de cet organe» pour parler «au nom du peuple algérien» lors des négociations avec la partie française qui arguait, alors, qu'il n'y avait aucune partie avec qui négocier». La constitution du Gpra, le 19 septembre 1958, est intervenue en réponse à la politique du président français, Charles de Gaulle, une politique qui plaçait l'intégration, a expliqué le conférencier, ajoutant que De Gaulle «préparait l'organisation d'un référendum le 28 septembre sur cette question». Après 4 ans de lutte pour la libération du joug colonial, la déclaration de la

constitution du Gpra en de pareilles circonstances visait à «remonter le moral des Algériens et des révolutionnaires, en particulier», a-t-il soutenu.

De son côté, l'ancien ministre et ancien membre du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (Malg) durant la Révolution, Daho Ould Kablia, a rappelé, dans son intervention, les circonstances ayant précédé la déclaration officielle de la constitution du Gpra, notamment après le retour au pouvoir de Charles de Gaulle, un retour sur lequel il misait pour réduire la Révolution algérienne à néant.

Pour M. Ould Kablia, l'idée de la création du Gpra avait surgi, pour la première fois, lors de la conférence de Tanger (1956), lors de laquelle le Front de libération nationale (FLN) a été chargé de sa constitution pour être l'unique représentant du peuple algérien dans les fora internationaux.

Dans le même ordre d'idées, il a dit que la constitution du Gpra avait permis d'éviter une désintégration «qui aurait pu conduire à une implosion des rangs du Comité de coordination et d'exécution (CCE), en raison de l'assassinat de Abane Ramdane en 1957».

Reda A.

Skikda Décès du moudjahid Youcef Bouzitoune

Le moudjahid Youcef Bouzitoune (1932/2019) a été inhumé jeudi après-midi au cimetière El Koubia du centre-ville de Skikda en présence de ses proches et nombre de moudjahidine et de citoyens. Décédé dans la nuit de mercredi suite à une longue maladie, le défunt avait occupé plusieurs responsabilités au sein de l'Armée de libération nationale (ALN), a-t-on indiqué à la direction de wilaya des moudjahidine.

Né le 7 avril 1932 à Ouled Attia (Ouest de Skikda) au sein d'une famille pauvre, le moudjahid Bouzitoune rejoignit les rangs de l'ALN dès le déclenchement de la Révolution durant le mois de septembre 1955.

Le défunt participa à plusieurs batailles dont celle de Zegar à Ain Kechra le 11 mai 1957 et dirigea la bataille de Kechida El Kobra à Bir El Ouidène le 27 décembre 1961. Au cours de cette dernière bataille, Youcef Bouzitoune dirigea 70 moudjahidine qui réussirent à occasionner de grosses pertes aux armées ennemies.

Bouzitoune occupa plusieurs postes de responsabilité militaires au sein de l'ALN et fut, après l'indépendance, le secrétaire adjoint du bureau de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine.

H. R.

Donné par la ministre Zerouati à Zéralda

Coup d'envoi de la campagne «Ensemble pour la lutte contre les déchets plastiques»

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, a procédé, samedi au niveau de la plage Kheloufi 1 à Zéralda (Alger), au lancement de la campagne de sensibilisation contre les déchets plastiques sur les plages, et qui se poursuivra jusqu'au 21 octobre prochain et ce, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie et de représentants de différents établissements publics et associations de la société civile activant dans le domaine de la protection de l'environnement.



La ministre qui a participé à l'opération de collecte de déchets à la plage Kheloufi 1, a mis l'accent sur l'importance de ce genre de campagne pour la sensibilisation aux dangers que représentent les déchets plastiques et leur impact sur l'environnement marin, soulignant que cette action qui s'étalera sur un mois, «sera l'occasion de promouvoir l'économie circulaire et d'encourager les jeunes à investir ce créneau prometteur, d'autant que l'Etat soutient fortement ce domaine à travers des mécanismes de financement destinés aux jeunes».

De son côté, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke, a fait savoir, dans son intervention, que cette campagne de sensibilisation contre la pollution marine, organisée conjointement avec le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, s'inscrivait dans le cadre des efforts communs visant à répondre aux préoccupations environnementales, saluant, en outre, les efforts consentis par l'Algérie en matière de protection de l'environnement des déchets marins.

La pollution marine est un défi mondiale, quand on sait que 8 millions de tonnes de déchets sont déversés, chaque année, dans les océans, dont 85% de cette quantité est constitué de matières plastiques, a-t-il précisé, ajoutant que cela devrait multiplier leur impacts négatifs sur l'écosystème, la biodiversité et la santé humaine. A ce rythme, et d'ici à 2050, il y aurait plus de plastique que de poissons dans la mer, a-t-il alerté. De son côté, la représentante du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, Ameziane Fazia, a rappelé que l'Algérie enregistre annuellement un total de 13 millions de tonnes de déchets, dont plus de 2 millions de tonnes de déchets plastiques, précisant que 50% de cette matière est utilisée une seule fois seulement.

Quelque 168 000 tonnes de déchets sont retirées annuellement de la mer, a-t-elle dit, soulignant que le plastique constitue 17% de cette quantité globale, ce qui «affecte négativement la reproduction des poissons et l'environnement marin».

Evoquant, dans ce sens, les efforts de la tutelle en matière de

gestion et de revalorisation des déchets, en tant que source de richesse, ainsi que l'arsenal juridique instituant la protection de l'environnement dans le cadre de la stratégie nationale, elle a mis en avant, notamment la réalisation d'infrastructures environnementales, à l'instar des centres d'enfouissement technique (CET), des Maisons de l'environnement, outre l'ouverture de Laboratoires d'analyses des eaux et la promotion de l'économie verte et des énergies renouvelables.

Pour l'ingénieure Malika Bennemla, représentante du Commissariat national du littoral (CNL), l'Algérie fait partie des grands importateurs de plastique, rappelant que la production mondiale des déchets plastiques est estimée à 322 millions de tonnes/an, dont 9 millions sont déversés dans les océans.

La même responsable n'a pas manqué de tirer la sonnette d'alarme sur la menace d'extinction qui guette, du fait de ces déchets, les 340 espèces composant la faune marine.

Intervenant à cette occasion, la représentante de l'Agence

nationale des déchets (AND), Sabrina Dekkar, a évoqué les plus importants programmes et actions de sensibilisation organisés par l'Agence en direction des différentes catégories de la société sur tri sélectif des déchets ménagers, mais aussi sur les risques que représentent les déchets plastiques pour la santé de l'homme.

Elle a précisé, à ce propos, que l'Algérie produit plus de 2 millions de tonnes de déchets plastique, soit 15% de la production mondiale, mettant en avant les résultats d'une étude menée au niveau des 14 wilayas littorales.

Placée sous le thème «Ensemble pour lutter contre les déchets en plastique», cette campagne de nettoyage, coïncidant avec la journée mondiale du nettoyage, a connu une grande participation des enfants et de jeunes volontiers de différentes associations de la société civile.

Cette journée a été marquée par l'organisation de plusieurs ateliers au profit des enfants et par une visite de la délégation ministérielle au CET de Hamissi à Zéralda.

R. N.

Tizi Ouzou

Nettoyage du fond marin au port d'Azeffoune

Des opérations de nettoyage du fond marin au port d'Azeffoune et de tri des déchets à Tigzirt ont été lancées samedi dans ces deux localités côtières de la wilaya de Tizi Ouzou pour préserver l'environnement sur la bande littorale, a-t-on appris des organisateurs.

A Azeffoune, le club subaquatique Tizi Plongée, a organisé la 3^{ème} édition de l'opération «Port propre» pour le nettoyage du fond marin du port d'Azeffoune, en collaboration avec le divisionnaire des ports de Tizi Ouzou et la participation d'autres clubs de plongée de Boumerdes et d'Alger, dont Delphine, l'étoile de mer, Dzira et El Mordjane, a indiqué à l'APS, le président du club Tizi Plongée, Ali Haddad.

Une soixantaine de volontaires ont participé à cette action à laquelle ont également pris part

des éléments de la Protection civile et de la Marine nationale. Une quantité énorme de déchets, notamment du plastique, a été retirée du fond marin au niveau de la même infrastructure portuaire, a déploré M. Haddad. «Nous avons récupéré un nombre impressionnant de pneus. Il y avait aussi des bouteilles, des couvercles, des chaises, des tapis et même un frigo», a-t-il déploré.

La quantité de déchets retirée du fond marin, soit l'équivalent de quatre tracteurs remplis, est moins importante que celle enlevée en 2018 où cinq tracteurs ont été remplis d'objets divers sur le même site, a-t-il relevé.

Selon le président du club Tizi Plongée, cette baisse est le fruit du travail de sensibilisation effectué par son association en collaboration

avec d'autres associations et organismes. Chaque opération de nettoyage du port est accompagnée par une large campagne d'information et de sensibilisation sur la préservation du milieu marin, a-t-il dit, soulignant que la veille de cette opération (vendredi dernier) son club subaquatique a nettoyé la plage Caroubier d'Azeffoune.

Dans la commune de Tigzirt, c'est l'antenne locale du Commissariat national du littoral qui a initié, en collaboration avec l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, une action visant à protéger le littoral de la wilaya et à instaurer la culture de préservation de l'environnement chez les habitants en lançant une opération de tri des déchets, a-t-on appris des initiateurs.

R. T.

Naâma

Lancement de la campagne de collecte et de tri des déchets en plastique

Une campagne de collecte et de tri des déchets en matière plastique a été lancée samedi dans la wilaya de Naâma pour prendre fin le 21 octobre, a-t-on appris auprès de la direction de l'environnement.

L'opération de promotion du recyclage du plastique impliquant les jeunes qui a été lancée à travers les communes de la wilaya, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale placée sous le slogan «Ensemble pour lutter contre les déchets en plastique», porte sur le nettoyage des sites croulant sous le poids de rejet anarchique de résidus de plastique dans les entrées des villes, les espaces forestiers, les marchés et les espaces publics, a indiqué le directeur de l'environnement, Boucherit Mansour.

Cette campagne, initiée en collaboration avec les entreprises publiques et certains secteurs dont les directions de l'environnement et des travaux publics, l'Oggi, des associations et des citoyens activant dans ce domaine, vise notamment à sensibiliser la population de l'importance de l'activité de valorisation et de récupération des déchets en matière plastique qui contribue à générer de l'emploi et de la richesse, en plus de sa dimension écologique, a-t-on souligné.

La direction de l'environnement entend accompagner les collectivités locales aux schémas directeurs permettant la gestion des déchets par la valorisation, surtout le plastique, le papier et les déchets ferreux, pour en faire des matières premières et créer des opportunités d'emploi.

Pour l'entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique 17 % des déchets triés, au niveau de la wilaya, sont du plastique générant 20 postes d'emploi directs, «ce qui est encouragement pour le tri et la récupération», a-t-on indiqué.

Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la réussite de la campagne de collecte de déchets en matière plastique et leur tri dans le cadre du recyclage.

Une partie de la campagne est consacrée au nettoyage du milieu urbain qui porte sur le curage des avaloirs et l'assainissement des espaces verts des cités d'habitation envahies de sachets en plastique.

R. L.

Khenchela

Plus de 5.500 cartes chifa au profit des étudiants

Un total de 5552 cartes chifa a été établi dans la wilaya de Khenchela au profit des étudiants, a-t-on appris samedi auprès du directeur de l'antenne locale de la caisse nationale d'assurances sociales (CNAS), Azzedine Chaâbane.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée dans le cadre d'une campagne de sensibilisation nationale destinée à cette catégorie sociale, sous le slogan «la sécurité sociale vous accompagne lors du parcours universitaire», le même responsable a précisé que depuis le lancement de ce système, 5552 cartes ont été établies dont 935 cartes durant l'année 2019.

Parmi les 935 cartes qui ont été établies pendant les huit (8) premiers mois de l'année en cours, 379 cartes ont été remises en attendant la distribution de 556 autres à travers les dix (10) centres payeurs répartis sur les communes de la wilaya, a précisé le responsable. Pas moins de 11.328 étu-

dians sont affiliés à l'antenne locale de la CNAS de Khenchela, a souligné la même source, ajoutant que 2.222 nouveaux étudiants ont été recensés au titre de la saison universitaire 2019-2020.

Les cadres et les agents de l'antenne locale de la CNAS se déplaceront durant la période allant du 22 jusqu'au 26 du mois en cours à la faculté des sciences humaines et sociales plus exactement au nouveau pôle (8.000 places pédagogiques) pour donner des explications en la matière aux étudiants, a-t-il dit.

Le directeur local de la CNAS a affirmé à ce propos que l'objectif de l'organisation de ces journées d'information à l'université «Abbas Leghrour» est de communiquer d'une manière directe avec les



étudiants et de les informer sur les avantages offerts dans ce domaine liés à l'assurance maladie, accidents de travail en plus des procédures d'affiliation auprès de cette instance sociale. Pas

moins de 2.642 employeurs dont 2.320 relevant du secteur privé, ont été dénombrés par l'antenne locale de Khenchela de la caisse nationale d'assurances sociales la fin du mois de juin dernier, tandis

que les nombres des travailleurs et des étudiants affiliés à cette agence ont atteint respectivement 220.000 et 11.000 personnes, a-t-on signalé.

B. S.

CNAS

Une campagne de sensibilisation au niveau des universités d'Alger

Une campagne de sensibilisation sera lancée dimanche au niveau des universités d'Alger en vue de tenir les étudiants informés de leurs droits et obligations vis-à-vis de la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS) et leur permettre d'obtenir la carte Chiffa directement à l'université, a indiqué, samedi, un communiqué de cet organe.

S'étalant du 22 au 26 septembre courant, cette campagne a pour objectif d'informer les étudiants sur leurs droits et obligations vis-à-vis de la CNAS, tout en leur permettant d'obtenir la carte Chiffa directement au niveau de des universités et instituts, a précisé la même source.

Le programme de cette campagne, organisée pour la deuxième fois consécutive, touchera l'université Houari Boumediène à

Bab Ezzouar, l'université d'Alger 2 à Bouzereah et l'université d'Alger 1 (la fac centrale et de médecine). Les cadres de la CNAS -Agence d'Alger- donneront aux étudiants les différentes informations concernant l'affiliation, le dossier à fournir et les différents avantages offerts. Cette manifestation permettra aux étudiants des ces universités qui n'avaient pas retiré leurs cartes chiffa au niveau des centres de la CNAS durant l'année universitaire précédente, de le faire directement au niveau de l'université.

Concernant les nouveaux bacheliers (rentrée universitaire 2019/2020), la même source a précisé qu'il a été procédé à l'élaboration des dossiers à leur profit pour leur permettre de bénéficier d'une carte chiffa dans les plus brefs délais. Des dépliants

seront distribués aux étudiants qui recevront des explications exhaustives sur leurs droits et obligations vis-à-vis de la CNAS.

L'Agence d'Alger de la CNAS qui compte plus de 152.098 étudiants affiliés avait distribué durant les précédentes campagnes plus de 3.380 cartes chiffa au niveau des différentes universités d'Alger. Plus de 37.890 cartes chiffa établies à des étudiants au titre de l'année universitaire précédente sont toujours en attente de retrait au niveau des différents centres de la CNAS, a rappelé la même source faisant état d'un appel adressé par la CNAS-Agence d'Alger aux étudiants les invitant à se rapprocher des centres de paiement pour retirer leurs cartes chiffa.

K. F.

Oran

Deux filets récupérés au large de la réserve de l'île Paloma

Les membres de l'association écologique marine Barbarous ont procédé vendredi à la récupération de deux filets (1 senne et 1 filet maillant) au large de la réserve de l'île Paloma (dans la daïra d'Ain El Turk) sur une profondeur de 20 mètres, a-t-on appris samedi à Oran auprès de l'association.

L'association Barbarous avait mobilisé deux bateaux et cinq plongeurs dans une mer très houleuse. La longueur des deux filets est de 500 mètres piégeant encore des poissons vivants délivrés par les plongeurs de l'association Barbarous, a-t-on précisé.

Connue pour ses activités dans le domaine de la

préservation des fonds marins et des plages en les débarrassant des débris, l'association, avait notamment organisé le nettoyage du port de la pêche, de plusieurs plages de la région oranaise et de l'île Plane (ou île Paloma) où elle a par ailleurs restauré le phare et aménagé des panneaux solaires.

Elle contribue également dans la sensibilisation écologique, en disposant au niveau de son siège d'un petit centre pédagogique qui explique aux enfants l'importance de l'écologie marine et pourquoi faut-il préserver l'écosystème de la Méditerranée.

H. O.

Panne du barrage de "Ghrib" La réparation des installations confiée à Formhyd

L'entreprise de réalisation de forages hydrauliques et des travaux électromécaniques (Formhyd) a été chargée de réparer les installations du barrage de «Ghrib» (Ain-Defla), endommagées suite aux dernières intempéries, selon un communiqué de l'algérienne des eaux (ADE) de Médéa.

Le recours à cette entreprise, spécialisée dans le domaine des installations hydraulique, intervient après plus d'une semaine de l'arrêt total de la chaîne de distribution d'eau potable du barrage, qui a privé plus d'une dizaine de communes d'eau potable.

Celle-ci a pour mission la remise en marche, dans les meilleurs délais, des installations endommagées, samedi passé, en raison des fortes précipitations enregistrées dans la région, et la reprise de la distribution d'eau vers les communes affectées, a-t-on indiqué.

Des équipes d'entretien relevant des antennes de l'ADE de Bouira et de Blida se trouvent actuellement au niveau du barrage de «Ghrib» pour renforcer l'effectif déjà mobilisé pour les travaux de réparation, note le même communiqué.

Toujours selon le communiqué de l'ADE, une entreprise allemande, en l'occurrence «KSB», spécialisée dans la fabrication de pompes hydrauliques, a été chargée, pour sa part, de la réparation de la pompe «prise d'eau», situé à l'intérieur du bassin du barrage, dont les précédentes tentatives de la réparer avaient échoué.

Afin d'éviter d'aggraver la pénurie d'eau qui commence à se sentir à travers plusieurs agglomérations desservies par la chaîne de distribution de ce barrage, notamment au chef-lieu de wilaya, l'ADE a mobilisé, à cet effet, une trentaine de camions citerne pour alimenter les foyers.

R. A.

Bouira

Travaux de réhabilitation d'une école primaire

Des travaux de réhabilitation de l'école primaire About Mohamed Akli de Semmache relevant de la commune d'El Adjiba (Est de Bouira) seront lancés «dans les prochains jours», a assuré samedi le wali Mustapha Limani lors d'une visite d'inspection.

Au cours de sa visite, le premier magistrat de la wilaya s'est enquis de l'état de l'école, fermée depuis le premier jour de la rentrée scolaire en raison des dégradations qu'elle a subies ces dernières années, dont le risque d'effondrement des plafonds de salles de classe et du mur de la clôture. Sur place, M. Limani a rassuré les parents des élèves quant au lancement des travaux de réhabilitation qui débiteront le plus rapidement possible. «Cette opération a été inscrite et les travaux démarreront le plus rapidement possible afin de réunir toutes les conditions de scolarité aux élèves», a souligné le wali de Bouira.

Les élèves de cette école, au nombre de près de 400, doivent reprendre à partir de dimanche leurs études en attendant le lancement de travaux de réhabilitation qui devront se faire étape par étape.

«L'opération a été inscrite et le montant a été dégagé dans le cadre de la caisse de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales», a expliqué, de son côté, le chargé de la communication de la wilaya, Latrache Ladjel. Cette déclaration intervient après une série d'actions de protestation lancées depuis 15 jours par les citoyens et les parents d'élèves de Semmache.

R. B.

CONFLITS ►►

Golfe

Contre les «forces étrangères», l'Iran plaide pour un projet régional de sécurité

L'Iran a dénoncé hier, la présence de «forces étrangères» dans le Golfe et annoncé la présentation à l'ONU cette semaine d'un plan de coopération régionale, "endogène", sur la sécurité de ce bras de mer crucial pour l'approvisionnement mondial de pétrole.



La région vit un «moment sensible et d'une importance historique», a déclaré le président iranien, Hassan Rohani, à l'ouverture d'un défilé militaire à Téhéran alors que l'Iran est accusé par Washington et Riyad d'être derrière les attaques ayant visé deux installations pétrolières majeures en Arabie saoudite le 14 septembre.

L'Iran nie toute responsabilité dans ces raids menés par voie aérienne et revendiqués par des rebelles yéménites. Mais dénonçant une «escalade spectaculaire de l'agression iranienne», le ministre de la Défense américain, Mark Esper, a annoncé vendredi le déploiement dans le Golfe de nouvelles forces américaines, assurant qu'elles seraient «défensives par nature».

Après avoir évoqué la possibilité d'une riposte militaire, le gouvernement du président américain Donald Trump a calmé le jeu, privilégiant la «retenue» et une «solution pacifique», et annonçant de nouvelles sanctions économiques contre Téhéran.

M. Rohani a assuré une nouvelle fois dimanche que la «résistance et l'unité» du peuple iranien viendraient à bout du «terrorisme économique» de Washington.

- **«Insécurité et malheur»** -

Dénonçant la présence de «forces étrangères» ayant «tousjours apporté douleur et malheur dans la région», M. Rohani a lancé à l'intention des Américains et de leurs alliés occidentaux : «Plus vous vous tiendrez éloignés de notre région, plus celle-ci connaîtra la sécurité».

«De notre point de vue, la sécurité du golfe Persique vient de l'intérieur. La sécurité du golfe Persique est endogène, la sécurité du détroit d'Ormuz est endogène. Les forces étrangères sont source de problème et d'insécurité pour notre peuple et pour la région», a-t-il affirmé.

La République islamique marque chaque 22 septembre la journée de la Défense sacrée, qui commémore le déclenchement par Bagdad de la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Tendant une nouvelle fois «la main de l'amitié et de la fraternité» aux autres pays riverains du Golfe et disant être prêt «à ne pas tenir compte des erreurs passées» des pays de la région avec lesquels l'Iran a des différends, M. Rohani a annoncé qu'il comptait présenter «dans les prochains jours» à l'ONU un plan de coopération régionale destiné à assurer la sécurité du Golfe, du

détroit d'Ormuz et de la mer d'Oman «avec l'aide des pays de la région».

Une fois son discours terminé, M. Rohani, entouré des principaux responsables militaires du pays a salué les troupes qui ont défilé devant lui, fantassins, véhicules, blindés, tanks et missiles.

Le président iranien devrait prendre la parole au nom de l'Iran mercredi à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Il n'a pas donné plus de détail sur son initiative de sécurité régionale dimanche.

- **Déploiement «modéré»** -

Les tensions n'ont cessé de croître entre Téhéran et Washington depuis le retrait américain unilatéral en mai 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015, suivi du rétablissement de lourdes sanctions américaines contre l'Iran.

Washington et Téhéran ont frôlé l'affrontement militaire direct en juin. M. Trump avait dit avoir annulé in extremis des frappes contre des cibles iraniennes après que la République islamique eut abattu un drone américain dans la zone du détroit d'Ormuz.

Les attaques du 14 septembre ont réduit la production

de pétrole saoudienne, entraîné une flambée des prix de l'or noir et ravivé les craintes d'un conflit militaire entre les Etats-Unis et l'Iran.

Selon Washington, le nouveau déploiement de troupes américaines dans la région du Golfe est «une première mesure» en réponse aux attaques du 14 septembre, à la demande de l'Arabie et des Emirats arabes unis. Le nombre de troupes et l'équipement envoyés n'ont pas été décidés, mais il s'agira d'un déploiement «modéré», d'après l'état-major américain.

Samedi, le général de division Hossein Salami, chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a prévenu que tout pays qui attaquerait l'Iran verrait son territoire devenir le «principal champ de bataille».

«Nous ne permettrons jamais qu'une guerre empiète sur le territoire de l'Iran», a ajouté l'officier, parlant à l'occasion de l'inauguration d'une exposition au cours de laquelle ont été dévoilés les débris du drone américain RQ-4 Global Hawk abattu en juin ainsi qu'un autre appareil sans pilote américain (RQ-170 Sentinel) récupéré intact en 2011.

AFP

Syrie

Damas annonce avoir abattu un drone armé dans le sud du pays

Un drone armé a été abattu samedi dans l'espace aérien syrien au dessus de la province méridionale de Qouneitra, a indiqué l'agence de presse officielle Sana, sans préciser l'origine du drone.

«Les équipes spécialisées ont démonté un drone chargé de bombes à sous-munitions qui a été abattu au-dessus du mont Hermon, dans le nord de la province de Qouneitra», a indiqué Sana.

Le mont Hermon est un massif aux confins du Liban et de la Syrie qui se prolonge au sud dans la partie occupée et annexée par Israël du plateau syrien du Golan.

Jeudi, un autre drone avait été abattu par la défense anti-aérienne syrienne dans le village d'Aqraba, au sud de Damas, avait annoncé l'agence officielle. Sana s'était contentée de préciser que la défense anti-aérienne avait riposté «ces dernières années à des agressions américaines et israéliennes dans plusieurs régions en Syrie».

Reda A.

Yémen

L'ONU salve la proposition d'une trêve demandée par les Houthis

L'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a salué, samedi, la proposition par les éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) d'un arrêt de leurs attaques contre l'Arabie Saoudite, jugeant qu'elle «pourrait conduire à terme à une fin de guerre» au Yémen.

Dans un communiqué publié à New York, le responsable de l'ONU se félicite de cette annonce qui comprend aussi une ouverture des Houthis «à appliquer un accord (de décembre) sur un vaste échange de prisonniers» et un «désir d'une solution politique pour mettre un terme à la guerre».

«La mise en œuvre en toute bonne foi de cette initiative par les Houthis pourrait envoyer un message puissant d'une volonté de mettre fin à la guerre», souligne Martin Griffiths.

«Il est important de profiter de cette opportunité et d'aller de l'avant avec toutes les mesures nécessaires pour réduire la violence, l'escalade militaire et la rhétorique inutile», ajoute-t-il.

L'Arabie Saoudite avait réagi au préalable avec prudence, samedi, à la proposition de trêve des Houthis du Yémen, jugeant qu'il fallait les juger sur leurs actes et non leurs paroles.

Depuis 2015, une coalition militaire menée par Riyad intervient dans la guerre au Yémen pour soutenir le gouvernement contre les Houthis.

Les Houthis ont annoncé une initiative de paix visant à mettre fin aux attaques contre l'Arabie Saoudite en contrepartie de la fin des raids saoudiens contre leur pays.

R. K.

Irak

Sept morts dans des attaques en banlieue de Bagdad

Sept personnes ont été tuées dans trois attaques dans une localité agricole au nord de Bagdad que les troupes irakiennes avaient récemment annoncé avoir débarrassée des cellules clandestines terroristes, ont indiqué hier, des sources de sécurité.

Ces attaques ont visé dans la nuit de samedi à dimanche, les habitations ou les casernes de membres des forces de sécurité, notamment des unités paramilitaires tribales du Hachd al-Chaabi à Tarmiya, banlieue de la capitale irakienne. Cette localité a de longue date été un bastion des groupes extrémistes,

dont le dernier en date est le groupe terroristes autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), selon ces sources.

«Des hommes armés non identifiés ont attaqué la maison d'un membre du Hachd tribal, le tuant ainsi que sa femme, son fils et sa mère», a indiqué un officier de police. Une attaque séparée à l'aube sur la maison d'un autre membre du Hachd tribal a fait un mort, a-t-il ajouté.

Enfin, a-t-il poursuivi, des tirs de sniper sur une caserne de l'armée dans la nuit a fait deux morts supplémentaires dans les rangs des forces de sécurité.

Durant l'été, les troupes irakiennes - armée, police et Hachd - ont ratissé pendant deux semaines la zone de Tarmiya - principalement des vergers ouverts à tous les vents et très difficiles à sécuriser. Elles ont annoncé le succès de l'opération, affirmant avoir arrêté plusieurs terroristes présumés Daech.

L'Irak s'est déclaré, à la fin 2017, vainqueur des terroristes, mais des cellules clandestines continuent de perpétrer des attentats à travers le pays. Vendredi soir, une attaque revendiquée par l'EI a fait 12 morts dans la ville sainte de Kerbala, au sud de Bagdad.

R. L.



Egypte

Affrontements lors de nouvelles protestations anti-Sissi à Suez

Des affrontements ont éclaté dans la nuit de samedi à dimanche à Suez, en Egypte, entre la police et des manifestants qui ont bravé pour la deuxième journée consécutive l'interdiction de protester contre le pouvoir et exigé le départ du président Abdel Fattah al-Sissi.



prochain sur toutes "les grandes places" du pays.

"Marche du million"

"J'étais aussi surpris que vous de voir le nombre de personnes dans les rues (...) cette révolution du peuple (...) Nous devons nous unir (...) et nous organiser pour descendre sur les grandes places. Nous avons jusqu'à vendredi pour y arriver", a-t-il lancé.

Il a par ailleurs demandé aux autorités de libérer les personnes qui avaient été arrêtées vendredi.

Exilé en Espagne, cet entrepreneur dans le secteur du bâtiment a publié plusieurs vidéos virales depuis début septembre appelant au renversement de Sissi et des militaires, qu'il accuse de corruption.

Le président Sissi avait nié en bloc ces allégations. "Ce sont des mensonges et ils ont pour but de briser la volonté des Egyptiens et de leur faire perdre toute espoir et toute confiance en eux-mêmes".

Il avait aussi mis en garde le 14 septembre, devant un congrès de jeunes, ceux qui voudraient manifester pour exprimer publiquement leur opposition au pouvoir.

Le président se targue régulièrement de diriger un pays sûr et stable, à la différence d'autres pays de la région comme la Libye voisine.

Cependant, des jihadistes sont actifs dans certaines régions du pays, comme dans la péninsule du Sinaï.

Son gouvernement a par ailleurs imposé de strictes mesures d'austérité dans le cadre d'un plan de soutien de 12 milliards de dollars accordé en 2016 par le Fonds monétaire international (FMI), et le mécontentement monte face à l'inflation.

Près d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon des chiffres publiés fin juillet par un organisme officiel qui fixe ce seuil à un revenu annuel de 480 euros ou moins, soit environ 1,30 euro par jour en moyenne.

AFP

Il y avait environ 200 personnes" dans le centre de Suez, a raconté un manifestant de 26 ans interrogé par l'AFP sous le couvert de l'anonymat. Selon lui, les forces de sécurité "ont tiré des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des balles réelles. Il y a des blessés".

Une autre habitante de Suez

interrogée par l'AFP a fait état d'un nuage de gaz lacrymogène si vaste qu'il atteignait son immeuble, situé à quelques kilomètres des incidents. Une source des forces de sécurité a confirmé la présence de plusieurs dizaines de manifestants, mais n'a fourni aucun détail sur la réaction des autorités.

Au Caire, les forces de l'ordre ont été déployées samedi aux

abords de la place Tahrir, lieu emblématique de la révolution de 2011. La veille, plusieurs dizaines de manifestants y avaient scandé "Sissi, va-t-en" avant d'être dispersés par la police. D'autres protestataires sont descendus vendredi soir dans les rues de plusieurs villes du pays, dont Suez et Alexandrie. Au moins 74 personnes ont été arrêtées dans la nuit de vendredi à samedi, a indiqué à l'AFP une source au sein des services de sécurité.

Des appels à manifester ont été lancés ces derniers jours sur les réseaux sociaux, émanant notamment d'un homme d'affaires en exil, Mohamed Aly, qui a appelé samedi à une "marche du million" de personnes pour le 27 septembre.

L'Egypte vit sous état d'urgence et les mouvements de contestation y sont interdits en vertu d'une loi adoptée en 2013, après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi par l'armée, à la tête de laquelle se trouvait alors le général Sissi.

Le régime mène une représen-

sion sans merci contre l'opposition, emprisonnant des milliers d'islamistes, de militants ou enco-

re de blogueurs. - Première depuis des années - "C'est la première fois depuis des années que les gens descendent dans la rue", a déclaré à l'AFP Nael Shama, un analyste politique au Caire, estimant que ce ne serait "pas la dernière".

"Personne n'a scandé "Du pain, de la liberté, de la justice sociale" comme en 2011", a-t-il relevé, soulignant que les manifestants avaient dès la première minute appelé au départ du président.

Contacté par l'AFP pour savoir ce que M. Sissi avait à dire sur les événements de la nuit, son bureau n'a pas donné suite. Le président s'est envolé vendredi pour New York où il doit s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU la semaine prochaine.

Dans une nouvelle vidéo mise sur les réseaux sociaux, l'homme d'affaires Mohamed Aly a demandé aux Egyptiens de participer à une "marche du million" vendredi

Somalie

Des pirates libèrent un otage iranien détenu depuis 2015

Un Iranien, otage pendant plus de quatre ans de pirates somaliens, a été libéré par ses ravisseurs et est actuellement soigné en Ethiopie, a annoncé samedi une association spécialisée dans le soutien aux otages et à leurs familles. Après la libération de Mohammad Shariff Panahandeh, trois otages demeurent encore aux mains des pirates somaliens, selon Hostage Support Partnership (Partenariat pour l'aide aux otages), l'association qui a négocié la remise en liberté de l'Iranien. Mohammad Shariff Panahandeh avait été capturé en mars 2015, au moment de l'attaque d'un bateau de pêche iranien. Sa santé s'était considérablement détériorée ces dernières semaines, rendant d'autant plus urgente sa libération, a expliqué John Steed, un responsable de Hostage Support Partnership, cité par l'AFP.

"Il souffre d'une sévère malnutrition, il a de graves troubles d'estomac et des saignements internes. Il a perdu un nombre considérable de kilos", a souligné John Steed. Mohammad Shariff Panahandeh est soigné en Ethiopie, en attendant d'être en état de rentrer en Iran.

D'après John Steed, aucune rançon n'a été versée pour la libération de l'otage. Hostage Support Partnership a souligné dans un communiqué que des responsables communautaires somaliens avaient joué un rôle crucial dans les négociations. L'association avait notamment été saluée par les Nations unies pour avoir obtenu depuis 2016 la libération de 30 otages.

Reda A.

Bissau

L'effondrement d'un immeuble fait cinq morts et six blessés

L'effondrement du balcon d'un immeuble de trois étages à Bissau a fait cinq morts, six blessés et un enfant disparu dans la nuit du vendredi à samedi, a-t-on indiqué de source hospitalière.

Parmi les six blessés transportés à l'hôpital National Simo Mendes, deux présentent des blessures graves. Selon des témoins, l'incident s'est produit vers 23h heure locale, alors qu'il pleuvait intensément avec des vents violents dans la capitale de la Guinée-Bissau. Le bâtiment construit à proximité immédiate du plus grand marché de la ville est occupé la nuit par des vendeuses. Selon un témoin, l'accident s'était produit alors que la foule tentait de se mettre à l'abri de l'orage. La ministre de l'Administration territoriale, Maria Odete Costa Semedo, qui s'est rendue sur place, a assuré que l'exécutif prendrait des mesures pour contrôler les travaux de construction des bâtiments.

Reda A.

Guinée équatoriale

La capitale économique sans eau courante depuis trois semaines

La plus grande ville de Guinée équatoriale Bata, poumon économique de ce pays pétrolier d'Afrique centrale, est privée d'eau courante depuis plus de trois semaines, ont affirmé samedi plusieurs de ses habitants à l'AFP.

"Cela fait déjà trois semaines que nous vivons sans eau courante", a indiqué Teodoro Nguema, résident de Bata, joint au téléphone par l'AFP.

"Nous sommes contraints d'acheter l'eau à ceux qui disposent de citernes pour nos besoins quotidiens", dénonce un autre ses habitants,

Hernestina Oyana, également contactée par téléphone.

Le Premier ministre équatorien Francisco Pascual Obama Asue a promis samedi que l'eau courante allait être rétablie dans les jours à venir.

"L'entreprise responsable de l'eau procède aux ajustements techniques, je vous demande d'être patients" a-t-il déclaré à la télévision d'Etat. Il n'a pas précisé la raison de cette coupure.

La ville avait aussi été plongée dans le noir quelque jours après le début de la coupure d'eau. Mais l'électricité avait été rétablie deux jours après.

Les 800.000 habitants de la

capitale économique, située sur la partie continentale du pays, font régulièrement face à des coupures d'électricité.

Grâce à son pétrole, la Guinée équatoriale est devenue un des pays les plus riches du continent africain, mais une grande partie de sa population vit encore dans la pauvreté. Les ONG dénoncent régulièrement le manque de redistribution des richesses et la corruption qui s'y pratique.

En août, le président Teodoro Obiang Nguema, 77 ans, a célébré ses quarante ans à la tête de l'Etat.

AFP

Les figures pro-démocratie de Hong Kong dopées par leur tournée à l'étranger

Juste avant d'embarquer à Washington dans leur avion vers Hong Kong, les figures du mouvement pro-démocratie de l'ex-colonie britannique ont affiché leur détermination à amplifier leur lutte, particulièrement à l'occasion des prochaines célébrations des 70 ans du régime communiste chinois.

Joshua Wong et Denise Ho sont apparus plus remontés que jamais dans une interview à l'AFP, à l'issue d'une tournée qui a notamment permis au jeune étudiant en sciences politiques de s'entretenir à Berlin avec le ministre allemand des Affaires étrangères et à la vedette de la pop cantonaise de prêcher sa cause réformatrice à Taïwan ou à Sydney.

Mais c'est la capitale fédérale des Etats-Unis qui a offert aux deux égéries pro-démocratie la meilleure caisse de résonance.

«Il est remarquable que les autorités américaines ont ces trois derniers mois accordé nettement plus d'intérêt aux manifestations à Hong Kong, en comparaison avec cinq ans auparavant», se félicite Joshua Wong, qui à 22 ans seulement a été invité à s'exprimer devant les élus du Congrès sur la colline du Capitole.

Le message qu'il a martelé à Washington est simple: face aux volontés hégémoniques et aux abus autoritaires de Pékin, Hong Kong est l'avant-poste d'un combat mondial pour les valeurs humanistes universelles.

Dates sensibles

«Ce voyage a vraiment été fructueux», confirme Denise Ho, artiste censurée en Chine continentale mais dont la voix galvanise la jeunesse hongkongaise avide de réformes.

Leur retour dans le territoire semi-autonome intervient alors qu'appels à manifestations et à la grève se multiplient avant deux anniversaires-clés: les cinq ans du «Mouvement des parapluies», qui à l'automne 2014 avait vainement réclamé un véritable



suffrage universel à Hong Kong, et la célébration de la fondation de la République populaire de Chine en 1949.

Deux dates sensibles qui devraient voir une nouvelle fois les habitants de Hong Kong se mobiliser en masse, comme ils l'ont tant fait depuis plus de cent jours.

Le 1er octobre, jour de la fête nationale de la Chine communiste, «nous nous attendons à ce qu'énormément de gens descendent dans la rue. Et je m'attends à ce que la police tente de tuer cela dans l'oeuf», confie Denise Ho, jeune quadragénaire également icône LGBT.

Elle dit redouter des violences des forces de l'ordre, récemment épinglées dans un rapport d'Amnesty International.

«Hong Kong est devenu un Etat policier où le gouvernement se cache derrière les forces de police pour refuser d'offrir des solutions», assure la chanteuse et actrice.

«Etat policier»

Egalement membre de la délégation reçue au Capitole, Brian Leung, s'était rendu

célèbre pour avoir enlevé son masque lors du siège du Parlement hongkongais en juin.

«Nos services de police ont été corrompus pour devenir un outil personnel permettant à (la chef de l'exécutif hongkongais) Carrie Lam, de rester au pouvoir et d'abuser de la puissance publique pour torturer la population», dénonce-t-il.

«Le pire est que les policiers dissimulent systématiquement leur identité, ne dévoilent pas leur visage, ce qui rend impossible d'établir leur responsabilité», ajoute le jeune universitaire en exil aux Etats-Unis.

De nouveaux affrontements ont opposé samedi la police et des manifestants à Hong Kong. Les forces de l'ordre ont eu recours aux gaz lacrymogène et aux canons à eau contre des groupuscules radicaux qui ont érigé des barricades et jeté des pierres et des cocktails Molotov.

Joshua Wong se montre confiant dans l'adoption par Washington d'ici la fin décembre d'une loi qui conditionnerait le maintien d'un statut commercial spécial, favorisant le commerce avec Hong Kong, à un feu

vert annuel accordé par le département d'Etat américain.

En cas de manquement en matière de droits de l'homme s'appliqueraient automatiquement les restrictions imposées à la Chine continentale.

Dialogue «piège»

En attendant, le militant met en garde contre le «piège» tendu par Carrie Lam, qui a proposé une plate-forme de «dialogue» supposée mettre fin aux rassemblements de protestataires.

«Il y a cinq ans, cinq responsables étudiants ont entamé un dialogue avec Mme Lam, qui a débouché sur des poursuites contre quatre d'entre eux, parmi lesquels deux ont été écroués. Et, lors du mouvement de Tiananmen, les leaders étudiants ont dialogué avec Pékin sans éviter le massacre», relève-t-il.

«La lutte s'annonce longue», concède Denise Ho. «Mais la population reste très déterminée et très forte».

AFP

Hong Kong : affrontements entre police et manifestants pour le 16ème week-end de mobilisation

La police et des manifestants pro-démocratie se sont brièvement affrontés à Hong Kong samedi, près de la frontière chinoise, alors qu'appels à manifestations et à la grève se multiplient sur internet avant deux anniversaires-clés, dont celui de la création de la République de Chine.

La police a eu recours au gaz lacrymogène et aux canons à eau contre des groupuscules radicaux qui ont érigé des barricades et jeté des pierres et des cocktails Molotov, dans la ville de Tuen Mun, située dans le nord-ouest de Hong Kong.

De nombreux manifestants ont été interpellés, mais les affrontements ont été moins intenses que les précédents week-ends.

Une vidéo montrant des policiers utilisant du gaz poivre samedi dans la ville de Yuen Long contre un homme de 73 ans, un militant connu sous le surnom d'«Oncle Chan» et qui appelait les forces de l'ordre à la retenue, est devenue virale.

Hong Kong est devenu un «Etat policier» où les forces de l'ordre, pilotées par Pékin, n'ont pour mission que d'étouffer la contestation populaire légitime, ont dénoncé samedi, dans une interview à l'AFP à Washington,

Joshua Wong, Denise Ho et Brian Leung, trois figures du mouvement pro-démocratie.

«D'une cité mondiale moderne, Hong Kong s'est transformé en un Etat policier en proie à la violence policière», a déclaré Joshua Wong.

Le territoire semi-autonome traverse depuis juin sa plus grave crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, avec des actions et des manifestations quasi-quotidiennes pour demander des réformes démocratiques ou dénoncer une riposte policière jugée brutale.

La journée avait débuté par un rassemblement pacifique à Tuen Mun, située non loin de la Chine continentale, avant de dégénérer, selon un scénario désormais classique.

Une poignée de militants radicaux ont arraché un drapeau chinois qui flottait devant un bureau du gouvernement local, avant de le brûler. La police s'est aussitôt rendue dans un parc de la ville où des manifestants étaient rassemblés afin de procéder à une série d'interpellations.

Des centaines de contestataires ont dressé des barricades et démantelé des barrières de sécurité. Ils ont également jeté des objets sur les voies ferrées avoisinantes.

Les affrontements ont tourné court dès que la police a tiré du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, provoquant la fuite des manifestants.

Samedi en début de soirée, des militants continuaient cependant à jouer avec au chat et à la souris dans les rues.

«Chaque manifestation compte»

Calvin Tan, militant pro-démocratie de 22 ans, expliquait samedi, que les manifestants étaient préparés à «se battre sur le long terme». «Chaque petite manifestation compte, même si cela ne semble pas beaucoup aider, c'est comme chaque petit pas dans un marathon», a-t-il déclaré à l'AFP.

Des projets de manifestations ou de grèves pour les semaines à venir pullulent en ligne à l'approche du 28 septembre, la date anniversaire du début du «Mouvement des parapluies» de 2014, et du 1er octobre, quand sera marqué le 70ème anniversaire de la fondation de la République de la Chine.

Amnesty International a accusé vendredi la police hongkongaise d'un recours excessif à la force contre les manifestants pro-démocratie, dénonçant des «tactiques insensées et illé-

gales» et allant jusqu'à parler de cas de «tortures».

«Il existe des informations innombrables sur de tels actes de brutalité», a déclaré à Washington, Brian Leung. «Nos services de police ont été corrompus pour devenir un outil personnel permettant à (la chef de l'exécutif hongkongais) Carrie Lam de rester au pouvoir et d'abuser de la puissance publique pour torturer la population», a-t-il ajouté.

Amnesty demande la création d'une commission d'enquête indépendante sur le comportement de la police, ce qui est aussi une demande-clé des manifestants. L'exécutif hongkongais s'y est cependant toujours refusé. La police hongkongaise a balayé les conclusions d'Amnesty, rejetant les accusations d'usage excessif de la force.

A l'occasion d'une rencontre avec des journalistes étrangers vendredi, un haut responsable policier a fait part de ses craintes concernant l'évolution de la situation. «Nos agents sont inquiets, la violence a atteint un tel niveau qu'ils craignent d'avoir à tuer quelqu'un ou d'être eux-mêmes tués», a-t-il souligné, sous le couvert de l'anonymat.

AFP



Trump de retour à l'ONU, sans percées diplomatiques à vanter

Donald Trump est de retour depuis hier à New York pour la grand-messe annuelle de l'ONU, avec son style volontiers provocateur mais aucune avancée diplomatique de taille à présenter à l'Amérique et au monde.

Iran, Corée du Nord, Venezuela, Afghanistan: le maître autoproclamé de la négociation peine, à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, à décrocher des résultats tangibles qu'il pourrait brandir comme preuve de l'efficacité de sa méthode.

Quel sera son message lors de cette 74ème session de l'Assemblée générale de l'ONU (Unga dans le jargon onusien)? Interrogé cette semaine à bord d'Air Force One, le milliardaire républicain a donné le ton.

«Je vais dire : les Etats-Unis sont le plus grand pays du monde, ils n'ont jamais été aussi forts et ils ont sans aucun doute l'un des plus grands présidents de l'histoire».

L'an dernier, son discours à la tribune avait - fait rare dans cette enceinte - déclenché les rires lorsqu'il avait affirmé avoir accompli plus de choses que n'importe lequel de ses prédécesseurs.

L'ancien homme d'affaires, grand pourfendeur du multilatéralisme, avait achevé son séjour new-yorkais par une conférence de presse particulièrement décousue, au cours de laquelle il avait cité Elton John, invoqué la mémoire de George Washington, donné son avis sur

l'intelligence des femmes, et disserté sur la célébrité.

Pas un mot sur le climat

Pour sa troisième participation il devrait, comme à son habitude, se tenir à l'écart de toutes les initiatives sur le climat.

Aujourd'hui, au moment où une centaine de dirigeants se retrouveront pour afficher leur ambition commune dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, Donald Trump, seul dirigeant de la planète à avoir retiré son pays de l'accord de Paris, s'exprimera sur «la protection de la liberté religieuse». Le président septuagénaire a prévu une impressionnante série de face-à-face : Imran Khan (Pakistan), Andrzej Duda (Pologne), Abdel Fattah al-Sisi (Egypte), Moon Jae-in (Corée du Sud), Narendra Modi (Inde), Boris Johnson (Royaume-Uni), Barham Saleh (Irak), Shinzo Abe (Japon).

Son entretien, mercredi, avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, sera scruté avec une attention toute particulière: pas pour sa dimension diplomatique, mais pour son impact possible sur la prochaine présidentielle américaine.

Un échange téléphonique estival entre les deux hommes est au cœur d'une affaire qui met Washington en ébullition : M. Trump a-t-il fait pression sur son homologue ukrainien pour qu'il enquête sur le fils de son rival démocrate Joe Biden ?

Mais c'est bien sûr sur l'Iran, sur lequel il envoie des signaux contradictoires, entre menaces de représailles militaires et plaidoyers pour la «retenue», que ses déclarations seront très attendues. Un tête-à-tête avec son homologue iranien, Hassan Rohani, dont M. Trump avait rêvé à haute voix au point de ne pas exclure un allègement des sanctions pour y parvenir, apparaît désormais improbable.

Les attaques du 14 septembre, attri-

bues à Téhéran par Washington, contre deux installations pétrolières en Arabie Saoudite, ont changé la donne.

«Besoin d'alliés sur l'Iran»

Le locataire de la Maison-Blanche est dans une position particulièrement difficile. Une riposte militaire ferait courir le risque d'une escalade aux conséquences prévisibles. Mais l'absence de réponse laisserait la région et un noeud énergétique vital à la merci d'autres frappes.

Une certitude: le 45ème président américain qui, il y a trois mois, avait renoncé «10 minutes avant» à frapper des cibles de la République islamique, semble peu enclin, en dépit de tweets au ton guerrier, à faire usage de la force dans cette région du monde.

«Les Iraniens ont pris la mesure de l'homme et ils voient clairement sa réticence, à l'approche de sa campagne pour sa réélection, à lier sa présidence à un autre conflit au Moyen-Orient», souligne Suzanne Maloney, de la Brookings Institution.

Donald Trump a, pour l'heure, temporisé, se contentant de renforcer les sanctions, déjà très lourdes, contre Téhéran, et annonçant l'envoi de renforts militaires dans la région du Golfe.

Pour Jon Alterman, du Center for Strategic and International Studies de Washington, les Iraniens lui «ont tendu un piège». En poussant ce président «qui aime agir de manière unilatérale» à augmenter sans cesse la pression, ils ont «isolé les Etats-Unis du reste du monde» sur ce dossier.

Or, souligne-t-il, «le président a vraiment besoin d'alliés sur l'Iran». Les trois jours d'intenses tractations diplomatiques à venir pourraient lui permettre - s'il trouve le bon ton - de se rapprocher de ces derniers.

Le parti travailliste britannique aborde son congrès en pleine crise autour du Brexit

Profondément divisé, le Labour, principal parti d'opposition britannique, entame ce week-end un congrès difficile pour son leader, Jeremy Corbyn, pressé par des poids lourds du parti de prendre position pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE, alors que le Brexit approche à grands pas.

Les Travaillistes vont débattre jusqu'à mercredi de thèmes résolument à gauche comme la semaine de quatre jours sans perte de salaire, l'abolition des écoles privées, ou la neutralité carbone pour 2030, pour fixer leur ligne pour les élections législatives qui se profilent. Mais l'enjeu principal reste le Brexit, sur lequel 1 200 délégués du parti vont voter lundi.

Entre le Premier ministre conservateur Boris Johnson qui veut réaliser coûte que coûte le Brexit au 31 octobre, et le parti Libéral démocrate (centriste) qui veut rester purement et simplement dans l'UE sans référendum, la ligne du parti travailliste apparaît peu lisible.

Dans une tribune publiée cette semaine par le Guardian, Jeremy Corbyn affirme que si le Labour arrive au pouvoir, il organisera un référendum avec d'un côté la proposition d'une «offre crédible» pour sortir de l'Union européenne, avec un accord qui inclurait notamment une «nouvelle union douanière» avec l'UE et des garanties sur les droits sociaux et l'environnement, et de l'autre le «maintien».

«Le peuple britannique prendra la décision finale», se borne à dire Jeremy Corbyn, à la tête du Labour depuis 2015. Eurosceptique, bien plus à gauche que ses prédécesseurs, le leader de 70 ans avait défendu sans grande ardeur le maintien, pendant la campagne du référendum de juin 2016 où les électeurs ont voté à 52% pour le Brexit.

Des dirigeants du Labour, son n°2, Tom Watson en tête, qui militent ardemment pour que le parti prenne position pour le maintien dans l'Union européenne, devraient revenir à la charge.

Tom Watson a appelé récemment le Labour à soutenir «sans ambiguïté» le maintien dans l'UE lors d'un nouveau référendum qu'il souhaite voir se tenir avant même des élections générales, rendues probables par la crise politique dans laquelle le Brexit a plongé le pays.

Certains chez les «corbynistes» les plus fervents veulent la tête du n°2. Tom Watson a échappé de peu à ce qu'une motion visant à supprimer son poste soit présentée au vote lors du congrès. Exprimant sa surprise face à cette tentative d'éviction, il a dénoncé samedi «une attaque sectaire contre un parti qui accueille des courants divers».

Encore sceptique il y a un an sur un deuxième référendum, le chargé du Brexit au sein du Labour, Keir Starmer, a déclaré samedi, qu'il ferait «campagne pour le maintien».

- Stratégie «dangereuse» -

La cote de confiance de Corbyn est la plus basse jamais enregistrée pour un leader de l'opposition au Royaume-Uni, selon un sondage Ipsos Mori publié vendredi. Trois quarts (76%) des sondés sont mécontents de son action.

Néanmoins, il avait réussi à remonter la pente pendant la campagne des législatives de 2017, note Keiran Pedley, directeur de recherche chez Ipsos Mori, et «il le fera peut-être» de nouveau.

Parmi les électeurs du Labour, seul un sur deux fait confiance à Jeremy Corbyn pour prendre les bonnes décisions sur le Brexit, selon un sondage YouGov publié début septembre.

Et dans les études sur les intentions de vote pour des élections anticipées, le Labour (24,5%) accuse en moyenne une dizaine de points de retard sur les conservateurs (35%,5), selon une compilation faite par la London school of Economics (LSE), qui souligne la volatilité des électeurs.

Selon Sara Hobolt, professeure de sciences politiques à la LSE, l'avance des Tories s'explique par le déclin du Parti du Brexit de l'europhobe Nigel Farage depuis l'arrivée au pouvoir de Boris Johnson, parce que le Premier ministre «prend une position claire sur le Brexit», tandis que Labour et les Libéraux-démocrates se partagent les électeurs qui sont pour le maintien.

Sur un sujet aussi crucial que le Brexit, «on a besoin d'avoir une position» claire, prévient-elle, jugeant la stratégie de Jeremy Corbyn «dangereuse». Le congrès s'achève mercredi avec un discours du leader travailliste.

Birmanie

Le pont de l'espoir pour les bidonvilles de Rangoun

Depuis sa modeste boutique installée près d'une berge en friche, Khin Than Myint ne pense plus qu'à ça: le pont en construction à deux pas de chez elle.

De l'autre côté du fleuve se dresse Rangoun, la capitale économique de la Birmanie, avec ses nombreux commerces, son centre d'affaires et ses rues animées. Un autre monde, synonyme de richesse, accessible uniquement par ferry ou sur des petites embarcations depuis Dala, le bidonville où elle vit.

Mais Khin pourra bientôt rejoindre la ville quand elle veut et en quelques minutes grâce à un immense pont suspendu dont les travaux viennent de commencer. «Le plus tôt sera le mieux», déclare-t-elle à l'AFP dans sa petite échoppe où elle vend du thé.

L'ouvrage long de plusieurs centaines de mètres sur le fleuve Rangoun doit voir le jour en 2022 et changer la vie de milliers d'habitants. Khin raconte que parfois lorsque les malades parviennent à l'hôpital, il est déjà trop tard. Grâce au viaduc, financé par la Corée du Sud, «les gens pourront aller à Rangoun à pied», se réjouit-elle.

À Dala, les habitants ont assisté sans en profiter, au développement économique fulgurant de Rangoun, grâce aux milliards de dollars venant de l'étranger.

Des bâtiments modernes abritant des hôtels cinq étoiles et des centres commerciaux luxueux font désormais de l'ombre à la célèbre flèche dorée de la pagode Shwedagon. Dans le bidonville, - contraste saisissant -, le paysage est encore fait de chèvres errant dans des rizières et de chemins défoncés où l'on circule difficilement sur des motos sans âge et des tuk-tuk bringuebalants interdits en centre-ville.

Promesse de jours meilleurs

Après presque un demi-siècle de régime militaire, la Birmanie a commencé à s'ouvrir en 2011. Depuis cette date, les investissements n'ont cessé d'affluer, environ 50 milliards de dollars en tout, dont la moitié vers la seule ville de Rangoun, selon le cabinet PriceWaterhouseCoopers.

Le niveau de vie a augmenté pour beaucoup de Birmans mais un tiers de la population vit toujours dans la pauvreté, les infrastructures sont encore vétustes et une majeure partie du territoire est secouée par des conflits.

À Dala, le boom économique de Rangoun a quand même créé du travail. Les bateliers effectuent davantage de traversées, comme



Aung Myo Win qui a vu le trafic sur le fleuve exploser en 14 ans de métier.

Selon lui, le pont, dont le coût est estimé à 168 millions de dollars, «sera pour le peuple», même s'il redoute que son activité ne finisse par disparaître, le laissant lui et des dizaines d'autres collègues sur le carreau. «Nous devons nous sacrifier si cela permet à notre quartier de se développer», dit-il résigné sur une jetée proche du chantier. Historiquement, la rive sud du fleuve a été négligée car essentiellement constituée de marécages. C'est

pourquoi Rangoun s'est développée au nord, plus à l'intérieur des terres, explique David Ney, urbaniste et membre de The Asia Foundation.

«Dala a été d'une certaine manière oubliée sur la carte», ajoute-t-il.

Un oubli peut-être en passe d'être réparé. En plus du pont, une vaste zone industrielle pourrait voir le jour grâce à des investissements coréens et chinois.

Khin la vendeuse de thé y voit une promesse de jours meilleurs. «Je construirais

bien une nouvelle maison, je pourrais aussi agrandir mon commerce, et pourquoi pas en ouvrir d'autres - comme à Rangoun», dit-elle pleine d'espoir.

D'autres sont plus prudents. Chit Nyunt, 68 ans, est chauffeur de taxi à Rangoun. Il a vu le développement rapide du centre d'affaires et les inégalités se creuser.

«Les loyers ont explosé, le prix de la nourriture aussi. Certaines familles n'arrivent plus à s'en sortir», conclut-il.

AFP

Pour nettoyer la planète

Des bénévoles à la chasse aux déchets

Des milliers de bénévoles se sont lancés samedi dans une chasse aux déchets dans 163 pays pour la journée mondiale du nettoyage de la planète, au lendemain d'une manifestation pour le climat qui a réuni plus de quatre millions de jeunes dans le monde selon les organisateurs.

Cette opération à l'échelle mondiale destinée à nettoyer des rues, des plages ou des bords de rivières pollués a commencé samedi matin aux îles Fidji, dans le Pacifique sud.

Les ramasseurs y ont parcouru les plages situées à l'ouest de la capitale Suva, à la recherche de déchets, pneus ou pièces de voitures.

Sur la célèbre plage de Bondi, à Sydney, les bénévoles ont ramassé dans le sable des mégots de cigarettes et des bouts de plastique.

Près de Manille, environ 10.000 personnes ont rempli leurs sacs poubelles sur une longue plage située le long d'un cours d'eau très pollué.

«C'est à nous de lutter pour l'environnement, surtout ici, à Manille, où il y a beaucoup d'ordures», a expliqué à l'AFP Mae Angela Areglado, une étudiante de 20 ans, qui participait au nettoyage, près de l'immense bidonville de Baseco.

«(Le plastique) nuit à la vie marine parce qu'ils (les poissons) pensent que

c'est de la nourriture», a-t-elle ajouté.

«Bien que nos actions soient très modestes, comme le nettoyage des ordures sur le trottoir, elles ont pour objectif de faire passer un message», a déclaré Hoang Thi Hoan, 18 ans, dans une rue de Hanoi (Vietnam), où 1.800 volontaires ont chassé les déchets.

La pollution plastique est un problème majeur en Asie du Sud-Est, mais particulièrement aux Philippines, qui, avec la Chine, le Vietnam et l'Indonésie, figurent sur la liste des pays les plus touchés.

Canettes, mégots, papiers gras

En France, du port septentrional de Dunkerque aux rives de la Méditerranée, des milliers de bénévoles - portant souvent des tee-shirts verts ou des chasubles fluo - se sont mobilisés.

Et ont affiché sur les réseaux sociaux les résultats de leurs efforts, sous le hashtag #worldcleanupday : des monceaux de déchets hétéroclites, canettes de soda, jerricans de plastique ou papiers gras.

Des agents du ministère français de l'Ecologie ont quant à eux sillonné dès vendredi le vaste parvis de la Défense, un quartier d'affaires aux portes de Paris, où ils ont ramassé 12.528 mégots de cigarettes en deux heures, a twitté le ministère.

En Estonie, le pays d'origine du mouve-

ment, 10.000 enfants, de 120 écoles et jardins d'enfants, ont passé la semaine à nettoyer les forêts proches de chez eux.

Samedi, 30.000 personnes ont participé au mouvement dans ce pays balte. Mart Normet, qui y a coordonné l'organisation de la journée, s'est réjoui dans un communiqué de voir que «la nouvelle génération adopte une attitude complètement nouvelle. Les déchets et la consommation à outrance appartiennent au passé».

Le mouvement ne vise pas seulement à nettoyer, mais aussi à attirer l'attention sur le problème des déchets à l'échelle de la planète et à inciter les différents secteurs à travailler ensemble pour trouver des solutions, a-t-il expliqué.

En 2018, plus de 17,7 millions de citoyens dans 157 pays avaient participé à cette opération, organisée depuis 2008 par l'ONG Let's Do It Foundation («Fondation Faisons-le»).

«Les poubelles sont un problème mondial, qui touche l'ensemble des habitants de la planète. Il ne connaît pas de frontières. Nous pourrions penser que nous n'en voyons pas beaucoup quotidiennement, mais en réalité le problème grossit dans le monde», a déclaré la présidente de Let's Do It!, Heidi Solba, sur le site internet de l'ONG.

AFP

Pakistan

23 morts dans la chute d'un bus dans un ravin

Au moins 23 personnes sont mortes et 18 autres ont été blessées quand un bus est tombé dans un ravin dans le nord-ouest du Pakistan, ont indiqué des sources concordantes.

Le chauffeur du bus a perdu le contrôle du véhicule après avoir heurté un rocher. Parmi les 23 décapités se trouvent celles de quatre femmes et six enfants, a déclaré Aurangzeb Haider, un responsable local, qui a également fait état de 18 blessés.

Zaibullah Khan, un officier de police de la zone, a confirmé le bilan, ajoutant que six des blessés se trouvaient dans un état critique. Le Pakistan est l'un des pires pays au monde en termes d'accidents mortels de la circulation, attribués au piteux état des routes, au mauvais entretien des véhicules et à la conduite imprudente.

T. K.

Festival national du melhoun de Mostaganem

une expression populaire à préserver

Le commissaire du Festival culturel national de poésie melhoun dédié à Sidi Lakhdar Benkhelouf, Abdelkader Bendaâmache a souligné, samedi à Mostaganem, que cette manifestation culturelle dont la 7ème édition s'ouvrira bientôt, est devenue un espace d'expression orale de la poésie melhoun visant à préserver l'histoire et les notions de cette matière littéraire populaire.



Animant une conférence de presse au Théâtre régional Djilali Benabdelhalim, M. Bendaâmache a déclaré que cette manifestation s'est transformée après 7 ans de sa création, d'une rencontre regroupant des poètes et hommes de lettres de différentes wilayas du pays en une manifestation de recherche scientifique sur ce patrimoine immatériel pour sa préservation

contre la disparition.

La 7ème édition, qui se tiendra du 25 au 27 septembre en cours, verra la participation de 16 poètes du melhoun, 18 chanteurs de bedoui, oranais, chaâbi, hawzi et aroubi outre 11 chercheurs universitaires en patrimoine et culture populaire, a indiqué le commissaire du festival. La nouveauté de cette édition est la publication des oeuvres du Colloque national "Poésie melhoun, un patrimoine vivant", organisé l'année dernière,

re, dans un ouvrage de 130 pages, ainsi que la tenue d'un nouveau colloque national sur "la contribution de la poésie melhoun dans l'histoire" le 26 septembre à la bibliothèque principale de lecture publique Dr Moulay Belhamissi de Mostaganem.

Le programme du festival comporte la présentation d'un montage musical du compositeur Amine Cheikh, la projection de deux films documentaires sur les personnalités honorées cette

année, le poète Belkacem Ould Saïd (1883-1945) et Zerrouk Daghfali (1949-2006) a fait savoir le commissaire du festival.

Le public de Mostaganem sera au rendez-vous avec trois soirées artistiques animées par des artistes dont Abdelkader Chaou, Faycal Benkrizi, Abdelkader Cherchem, Amine Houk et des cheikhs de bedoui Charef Kebabi, Ould Houari, Bendehiba El Bouguirati et Ahmed El Relizani. **R. T.**

Khenchela

La pièce théâtrale El Koukh El Mahdjour enchante les enfants

Des enfants et élèves d'écoles primaires de la wilaya de Khenchela ont été enchantés, samedi, d'assister à la pièce théâtrale El Koukh El Mahdjour (La cabane abandonnée), programmée à la Maison de la culture Ali Souaihi, au chef-lieu de wilaya. Durant environ une heure, des centaines d'enfants ont suivi avec beaucoup d'attention le spectacle qui les a fait rire aux éclats, avant de prendre à la fin des photos souvenirs avec les artistes.

Venue de la commune de Hamma, en compagnie de son père, la petite Nourhane Ounès a fait part, à l'APS, de sa joie d'assister à cette pièce théâtrale riche en enseignements, comme le fait qu'un voleur ne peut rester impuni indéfiniment.

Selon Achour Bouras, réalisateur et scénariste de cette pièce théâtrale produite par la coopérative culturelle Taftika du théâtre et des Arts d'El Eulma (Setif), a pour objectif de faire comprendre aux enfants de ne pas prendre de choses qui ne leur appartiennent pas sans la permission de leurs propriétaires, en plus de faire preuve d'amitié avec ceux qu'ils aiment tout en évitant la vanité qui pourrait détruire leurs rêves. La pièce El Koukh El Mahdjour raconte l'histoire d'un jardinier qui amasse des pots de miel dans sa cabane qu'il occupe seul et dont il s'absente pendant de nombreuses heures, épié durant ce temps par trois enfants qui se cachent près de sa chaumière.

Vaniteux, l'un des trois gamins refuse de suivre les conseils de ses amis et se met à dérober du miel au jardinier à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'il soit découvert et puni pour ses actes délictueux pour servir d'exemple aux autres enfants.

Le rôle du jardinier Bilel a été interprété par Tahar Chorfa, tandis que les rôles des trois enfants ont été attribués à Mourad Kachkache, Adel Zidane et Oussama Aouabed.

Dans ce contexte, le réalisateur de la pièce a exprimé sa joie quant au succès de la pièce auprès des enfants qui ont afflué massivement devant la Maison de la culture de Khenchela. **L. B.**

"Trésor humain vivant" du Sénégal

Décès à 95 ans du chanteur Samba Diabaré Samb

Le chanteur et traditionaliste Samba Diabaré Samb, doyen des artistes sénégalais classé "Trésor humain vivant" par l'Unesco en 2006, est décédé à l'âge de 95 ans, a annoncé samedi sur Twitter le président sénégalais, Macky Sall. "Le Sénégal vient de perdre un de ses illustres fils, El Hadji Samba Diabaré Samb. Elevé à la dignité de Trésor humain vivant par l'Unesco, virtuose inimitable du

xalam", un luth à trois, quatre ou cinq cordes aux vertus considérées comme magiques, "il était le symbole de la dignité et du lien social", a dit le chef de l'Etat sénégalais.

Né en 1924 dans une famille de griots, Samba Diabaré Samb avait coanimé, à la veille de l'indépendance de 1960, une émission à succès sur l'histoire et le patrimoine culturel du Sénégal, souligne le site SenePlus.

En 1962, il est à l'origine, avec son complice Amadou Ndiaye Samb, de la création de l'Ensemble lyrique traditionnel du Théâtre Sorano de Dakar, relate pour sa part, l'Agence de presse sénégalaise (APS, officielle). Surnommé "baayu ndaanaan yi" (le père des artistes, en langue wolof), il avait été classé "Trésor humain vivant" par l'Unesco en 2006, en même temps que des compatriotes, dont

Joseph Ndiaye (1922-2009), conservateur de la Maison des Esclaves de l'île de Gorée (près de Dakar) et le maître-tambour Doudou Ndiaye Rose, décédé en 2015. "Le xalam est un instrument qui recrée le passé. Il a le pouvoir de galvaniser les contemporains en faisant revivre les beautés de notre continent. Il faut le talent, mais aussi être possesseur d'un don pour maîtriser le xalam. C'est un

instrument d'une complexité déroutante", disait-il, selon des propos rapportés par plusieurs médias sénégalais. C'était aussi un "griot laudateur, un généalogiste, un chroniqueur social, un historien et un poète. Un homme qui a beaucoup contribué à la valorisation et à la popularisation des musiques lyrique et classique sénégalaises", précise SenePlus. **L. B.**

Laka Ouahdek et El Felssafa El Mouyassira

Deux nouvelles publications présentées au public

Deux nouvelles publications locales intitulées Laka ouahdek de l'écrivaine Lamis Safa Arous et El Felssafa El Mouyassira de l'auteur Adel Mekroud ont été présentées, samedi, dans le hall de la bibliothèque principale de lecture publique de Khenchela.

La première oeuvre littéraire de Lamis Safa Arous, étudiante en littérature arabe à l'université Abbas Laghrour de Khenchela représente un recueil de pensées réunies dans un ouvrage de 50 pages, publié par la maison d'édition Youtubia, et composé de

plusieurs chapitres dédiés à l'amour, l'abandon et la trahison.

Agée de 20 ans, l'écrivaine, Lamis Safa Arous, a indiqué, en marge de la présentation de son premier ouvrage littéraire Laka Ouahdek (Pour toi seul), que ce dernier sera présent à la 24ème édition de la Foire internationale du livre d'Alger, soulignant qu'elle travaille sur de nombreux autres projets littéraires pour l'année prochaine.

Le deuxième ouvrage, intitulé El Felssafa El mouyassira (La philosophie simplifiée) publié par la Maison d'édition Adels compte

98 pages, selon son auteur, et 18 essais philosophiques à travers lesquels il a souhaité simplifier les cours de philosophie destinés aux élèves des classes de terminale des filières gestion et économie, et math technique et ce, pour

mieux comprendre cette matière et obtenir de bons résultats au baccalauréat.

Adel Makroud a affirmé, en marge d'une vente-dédicace de son ouvrage, qu'il est en voie de publier un roman intitulé Maout El Chaitane (La mort de Satan) qui sera publié à la fin de cette année par la maison d'édition

Dar El Ayam de Jordanie, soutenant qu'il oeuvre actuellement à finaliser une autre publication de philosophie pour le premier semestre de l'année 2020.

Cette rencontre culturelle organisée par la bibliothèque principale de lecture publique, à laquelle a assisté un large public d'intellectuels, d'écrivains et de férus de lecture, s'inscrit dans le cadre des activités et des événements culturels programmés cette année, a indiqué le directeur de cette structure, Nadhir Bouthrid. **T. L.**

PAROLES DE FEMMES

«L'esprit cherche et c'est le cœur qui trouve.»

George Sand



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Mathématiques : dessèchent le cœur.»

Gustave Flaubert

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Meghan Markle et Harry ont profité d'une suite au luxe inouï à Rome



Meghan Markle et le prince Harry ont passé le week-end à Rome pour assister au mariage d'une des meilleures amies de la duchesse aux côtés de leurs amis célèbres, et ils ont séjourné dans un somptueuse - et onéreuse - suite.

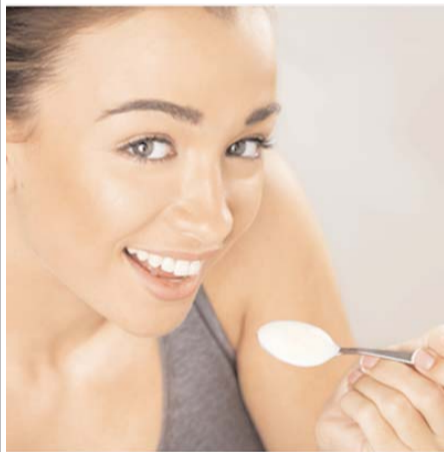
Avant de partir en Afrique avec leur petit Archie le dimanche 22 septembre (hier, Ndlr), Meghan Markle et le prince Harry ont profité d'un week-end à Rome. Ce n'était pas un séjour comme les autres, puisqu'ils étaient dans la capitale transalpine pour assister au mariage de la créatrice Misha Nonoo, une des meilleures amies de la duchesse de Sussex, aux côtés d'un parterre de stars : Katy Perry, Orlando Bloom, Karlie Kloss, Ivanka Trump, James Corden...

La fête, qui a commencé jeudi soir, était somptueuse. Rien d'étonnant vu qu'on y célébrait l'union d'une membre de la haute société londonienne avec un magnat du pétrole américain. Et Meghan Markle et le prince Harry ont choisi de profiter du meilleur que Rome peut offrir. Leur logement de choix ? Une chambre à 1 200 livres sterling la nuit, soit environ 1 360 euros dans un établissement 5 étoiles voisin de la Villa Borghese, l'hôtel Vilon.

Salle de bains en marbre de 23 m² avec douche à l'italienne, terrasse avec vue sur les jardins de la bâtisse, bar huppé à la décoration art déco... La suite Borghese pour satisfaire les Sussex, qui pouvaient aussi compter sur une sécurité renforcée : «J'ai vu votre prince Harry sortir de l'hôtel hier, quand j'étais en train de nettoyer après le marché», a témoigné un employé municipal au *Mirror*. «Mais je n'ai vu que le haut de la tête de sa femme. Ils entraient dans une limousine. L'endroit est truffé de policiers depuis trois jours». La dolce vita, oui, mais sans pour autant abandonner leur train de vie royal.

BEAUTÉ

Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !



Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque. Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

FORME

Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur, il est bourré de magnésium, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rapporte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... 4 tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.

ZEN ATTITUDE

Comment méditer en 3 étapes ?

Pour lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

ETAPE N°1 : EVACUEZ LES PENSÉES NÉGATIVES

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfoncez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu



agréable pour vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

ETAPE N°2 : CONCENTREZ-VOUS SUR VOTRE SOUFFLE

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

ETAPE N°3 : APPRÉCIEZ LA SENSATION DE BIEN-ÊTRE

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Frais d'engagement des clubs

La dérogation de la FAF

La Fédération algérienne de football (FAF) a donné son accord pour accepter les engagements de paiement émanant des autorités de wilayas en faveur des clubs amateurs, toutes divisions confondues, a annoncé samedi l'instance fédérale.

«En raison des difficultés financières auxquelles font face plusieurs clubs, notamment pour le règlement des frais d'engagement au titre de la saison 2019-2020, la FAF donne son accord pour accepter les engagements de paiement émanant des autorités de wilayas en faveur desdits clubs, toutes divisions confondues», a écrit l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.

Plusieurs clubs évoluant dans divers paliers amateurs ainsi et de football féminin sont confrontés à des difficultés financières et n'ont pas encore payé leurs frais d'engagement pour la nouvelle saison au niveau de différentes ligues inférieures, entre autres la Ligue nationale de football amateur (LNFA), la Ligue nationale de football féminin (LNFF) et la Ligue inter-régions de football (LIRF). La Fédération algérienne de football a fixé la date du 21 décembre 2019 comme dernier délai aux clubs pour la régularisation des droits d'engagement.

Grand Prix de Tachkent de Judo

Fethi Nourine (-73 kg) éliminé au 3e tour

Le judoka algérien Fethi Nourine a été éliminé samedi du Grand Prix de Tachkent, organisé du 20 au 22 septembre 2019 en Ouzbékistan, après sa défaite contre le Roumain Alexandru Raicu, au troisième tour des moins de 73 kilos. Reversé dans la Poule «C», Nourine a été exempté du premier tour et il a fait son entrée en lice directement au deuxième, où il a difficilement dominé l'Uzbek Obidkhon Nomonov.

Ce combat a duré en effet neuf minutes et 37 secondes, au bout desquelles l'Algérien a enfin réussi à inscrire un Ippon, arrachant au passage sa qualification au troisième tour, où il fut finalement éliminé par le Roumain. Une défaite, par Ippon, survenue après quatre minutes et cinquante-cinq secondes. L'Algérie a engagé deux autres judokas dans cette compétition, à savoir, Abderrahmane Benamadi chez les moins de 90 kilos, et Lyès Bouyacoub chez les moins de 100 kilos.

Tour de Chine II de Cyclisme

(3^e étape)

Youcef Reguigui en 17^e position

Le cycliste algérien Youcef Reguigui, sociétaire du club malaisien Terengganu Cycling, est entré en 17^e position lors de la troisième étape du Tour de Chine II, disputée ce dimanche sur une distance de 104,7 kilomètres. Un vrai coup dur pour Reguigui, qui avait endossé le maillot jaune lors de la précédente étape, pendant laquelle il était entré en troisième position, avec le même chrono que le vainqueur et son premier poursuivant, en l'occurrence l'Italien Marco Benfatto, sociétaire de l'équipe Androni Giocattoli-Sidermec et son compatriote Andrea Guardini, qui lui évolue sous les couleurs de Bardiani CSF.

CHAN 2020/EN O-Maroc 0

Les Verts impuissants



La sélection nationale des locaux s'est compliquée avant-hier soir la tâche lors de la rencontre aller du match barrage du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2020) qui l'a opposé au stade Tchaker de Blida à son homologue marocaine et qui s'est soldé sur un score vierge. Il faut savoir que ce score n'est guerre sécurisant avant la manche retour qui aura lieu dans quelques jours au Maroc. Certains estiment même que l'Algérie a complètement hypothéqué ses chances de qualification sachant que les Lions de l'Atlas ont montré de grandes dispositions, ce qui présage d'une empoignade très compliquée pour les Verts durant la seconde manche. La difficulté de ce match était quelque peu attendu en raison du manque de prépara-

tion de cette sélection qui a été montée dans un temps record et qui n'avait pas bénéficié de suffisamment de temps pour travailler ses automatismes. Le directeur des équipes nationales, le Français, Ludovic Batéti, savait que cela allait être très difficile. D'ailleurs, il avait déclaré à la veille de ce match que le Maroc était le favori en puissance et que son équipe était considérée comme le petit poucet. Pourtant, le début était quelque peu honorable pour la sélection nationale qui a eu quelques occasions de scorer notamment par Ghecha et Bouguelmouna, le duo sétifien, qui avait donné le tournis à la défense marocaine, sans pour autant arriver à scorer. En seconde période, les poulains du Marocain, Amouta étaient mieux organisés et avaient créé de nombreuses

occasions qui n'ont pas été matérialisées et la rencontre se termine sur ce score de parité. Malgré cela, Batéti reste confiant et indique que son équipe n'est pas totalement éliminée et qu'elle se donnera à fond lors de la manche retour pour créer la surprise et arracher cette qualification. «Le match sera ouvert lors de la rencontre retour étant donné que les Marocains se doivent de marquer aussi pour créer la surprise et nous tenterons de les surprendre» a souligné Batéti qui a révélé que le défenseur du CR Belouizdad, Bouchar, ne remettra plus les pieds en sélection après qu'il a quitté le stage à quelques heures du match après qu'il a su qu'il ne sera pas aligné d'entrée.

Imad M.

FIFA Football Awards

Zetchi assistera à la cérémonie à Milan

Le président de la fédération algérienne de football (FAF), Lkheireddine Zetchi se rendra lundi à Milan, en Italie, pour assister à la cérémonie des The Best FIFA Football Awards lors d'une grande soirée de gala au Teatro alla Scala de la capitale lombarde, l'un des hauts lieux de la culture mondiale,

a indiqué samedi l'instance fédérale sur son site officiel. Pour rappel, dans la catégorie des entraîneurs, le sélectionneur national Djamel Belmadi a figuré dans le top 10 des meilleurs coachs dans le monde, nominés pour l'année 2019, et ce suite au sacre de l'Algérie à la CAN 2019 en Egypte.

Ligue 2 (5e journée)

L'O Médéa seule aux commandes

L'Olympique Médéa, vainqueur du DRB Tadjenanet (2-0) samedi dans le choc de la 5e journée de Ligue 2 de football, s'est emparée de la tête du classement, profitant au passage de la défaite surprise de l'ancien co-leader le RC Arbaâ sur son terrain face à l'AS Khroub (1-3), tandis qu'en bas de tableau, l'USM El Harrach continue de manger son pain noir. Deux réalisations de son artillerie El Ghomari (un but par mi-temps) ont permis à l'OM de signer une quatrième victoire de la saison contre une seule défaite et de prendre seule la première place avec deux longueurs d'avance sur son nouveau dauphin, le RC Relizane qui s'est imposé sur le fil contre le MO Béjaïa grâce à un but de l'expérimenté Mohamed Derrag à cinq minutes de l'épilogue. Le RC Arbaâ et le DRB Tadjenanet sont incontestablement les grands perdants de cette cinquième journée puisqu'ils reculent à la troisième place après leur défaite, à trois longueurs du leader, rejoints au classement par l'AS Khroub, grand bénéficiaire après sa victoire en déplacement. Le RCA, qui restait sur une

défaite à l'extérieur lors de la précédente journée, a été piégé à domicile par l'ASK. Menés sur un but de Saïdani (28'), les hommes de Rachid Bouarata ont réussi à renverser leur adversaire en seconde période grâce à Kabri, Attia et Remmache. Avec cette victoire, l'ASK rejoint son adversaire du jour à la troisième place ainsi que le DRBT qui est revenu bre-douille de son déplacement à Médéa. La journée a été également marquée par la précieuse victoire de la JSM Skikda qui est allée s'imposer contre la JSM Béjaïa, où rien ne va plus, sur le score de 2-1. Betrouni et Hamidi sont les artisans de cette victoire, synonyme d'une sixième place provisoire avec l'ASM Oran qui affronte en ce moment le WA Tlemcen. De son côté, le MC Saïda a ramené un point de son déplacement à M'sila face à l'Amel Boussaâda qui n'arrive toujours pas à remporter son premier succès de la saison. Le MCS occupe la neuvième place avec 6 points en compagnie du MOB, mal en point en ce début de saison, et l'OM Arzew. Dans le bas du classement, les journées se suivent et se ressemblent pour la

lanterne rouge l'USM El Harrach qui a essuyé sa quatrième défaite en cinq rencontres et reste scotchée à la dernière place avec un seul point. Hicham Benmghit, auteur d'un doublé (24' et 83' sur penalty), a donné les trois points de la victoire au promu qui signe à cette occasion son deuxième succès de la saison et remonte à la 9e position avec 6 points. La JSMB, qui vient d'engager son ancien entraîneur Moez Bouakaz, s'est inclinée pour la troisième fois de la saison, cette fois-ci face à la JSMS et occupe l'avant-dernière place avec deux unités au compteur. Enfin, le WA Tlemcen a dominé l'ASM Oran (2-0) dans le grand derby de l'Ouest, joué au stade Akid Lotfi de Tlemcen. Zakaria Bencherifa et El Kouari Touil sont les artisans de ce précieux succès, étant les auteurs des deux buts de la rencontre, respectivement aux 11' et 45'+4. Grâce à cette victoire, les Zianides se hissent sur la deuxième marche du podium, qu'ils partagent ex-aequo avec le RC Relizane, avec dix points pour chaque club, soit à deux longueurs de l'actuel leader, l'Olympique de Médéa, alors qu'il ASM

Oran reste scotché à la septième place du classement général, avec huit unités au compteur.

Résultats et classement :

OMA- USMH	2-1
RCR-MOB	1-0
RCA- ASK	1-3
OM-DRBT	2-0
ABS- MCS	0-0
JSMB -JSMS	1-2
MCEE- USMAN	0-0
WAT- ASMO	2-0

	Pts	J
1). O. Médéa	12	5
2). RC Relizane	10	5
→). WA Tlemcen	10	5
4). RC Arbaâ	9	5
→). DRB Tadjenanet	9	5
→). AS Khroub	9	5
7). ASM Oran	8	5
→). JSM Skikda	8	5
9). MO Béjaïa	6	5
→). MC Saïda	6	5
→). OM Arzew	6	5
12). MC El Eulma	5	5
13). USM Annaba	4	5
14). A. Boussaâda	3	5
15). JSM Béjaïa	2	5
16). USM Harrach	1	5

En difficultés

La compagnie XL Airways demande l'aide d'Air France

La compagnie aérienne française XL Airways, en cessation de paiement, demande l'aide d'urgence d'Air France dans un communiqué publié hier.

«La compagnie XL Airways s'apprête à être placée en redressement judiciaire lundi. Alors que des solutions de sauvetage, passant notamment par un accord entre l'actionnariat actuel et Air France, tel que d'ailleurs négocié au printemps 2018, existent et sont plus que jamais d'actualité», écrit la compagnie low-cost dans un communiqué. «Nous demandons la tenue d'une réunion dans les tout prochaines heures, dès dimanche (hier) matin, entre notre actionnariat, la direction de XL Airways et Air France, sous l'égide de la puissance publique, pour mettre fin à cette situation dramatique et historique dans les meilleures conditions», poursuit la même source.

«Air France peut bouger. Le P-DG du groupe, Ben Smith, en a le pouvoir. Il doit mettre XL chez Air France», déclare le P-DG de la compagnie Laurent Magnin dans les colonnes du *Journal du Dimanche*, affirmant que la compagnie pourrait devenir le «sniper du groupe Air France sur le low-cost long-courrier».

«Pour redresser la compagnie, nous avons besoin de 35 millions (d'euros)», rappelle encore Laurent Magnin. XL Airways a annoncé cette semaine sur son site internet qu'elle suspendait toutes ses ventes de billets, à compter de jeudi, en raison de «grandes difficultés financières». Cette petite compagnie, qui emploie quelque 600 salariés, dessert principalement les Caraïbes, La Réunion et les Etats-Unis.

L. M.

Inde

Saisie d'une tonne de kétamine sur un bateau, six arrestations

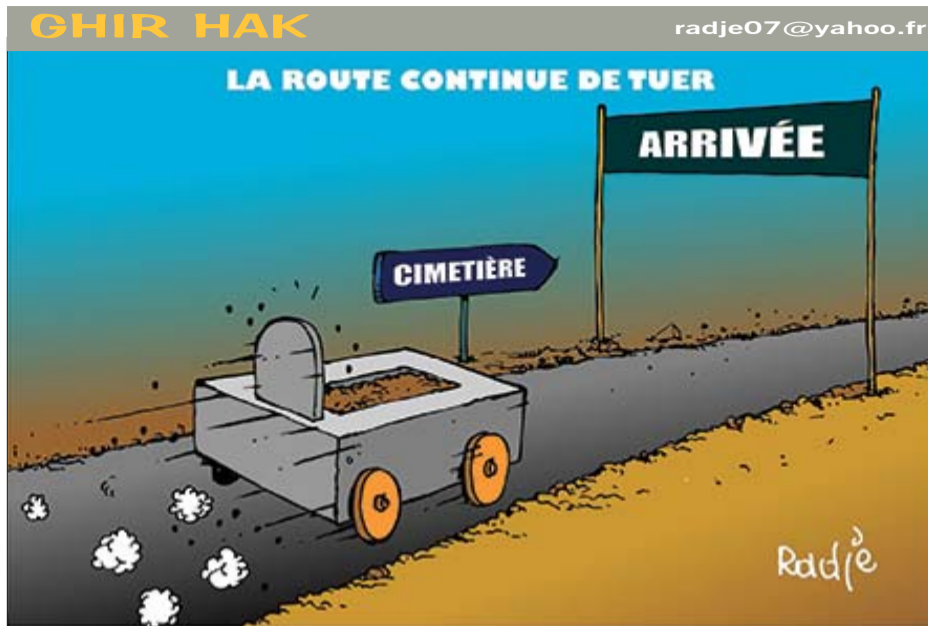
Les garde-côtes indiens ont saisi plus d'une tonne de kétamine à bord d'un navire et ont arrêté les six membres de l'équipage, tous Birmans, ont indiqué les autorités. Cette drogue, qui représente une valeur marchande de 42 millions de dollars, était transportée à bord d'un navire repéré mercredi par un avion des garde-côtes alors qu'il avançait, lumières éteintes, au milieu de l'océan Indien, selon un communiqué du ministère de la Défense.

L'équipage du bateau n'a pas répondu aux appels radio et les garde-côtes ont fini par monter à bord. Ils sont tombés vendredi sur «57 sacs de toiles contenant une substance suspecte». «L'analyse préliminaire a révélé que la substance suspecte était de la kétamine, qu'il y avait à bord du navire 1 160 paquets d'un kilo chacun», a ajouté le ministère. Les six Birmans ainsi que le cargo ont été acheminés à Port Blair, la capitale du territoire indien des îles Andaman-et-Nicobar.

Les membres de l'équipage ont affirmé qu'ils avaient quitté la Birmanie le 14 septembre, selon le communiqué. Les îles Nicobar sont situées près de l'Asie du Sud-Est, au large des côtes de la Birmanie.

Certaines parties du Laos, de la Thaïlande et de la Birmanie se trouvent dans la région du Triangle d'or, une plaque tournante du trafic de méthamphétamines d'où ces drogues sont expédiées vers le reste de l'Asie du Sud-Est.

F. K.



Adrar

Découverte d'une cache d'armes de guerre



Une cache d'armes de guerre et de munitions a été découverte samedi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près des frontières à Adrar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près des frontières à Adrar, en 3^{ème} Région militaire, un détachement de l'ANP a découvert, le 21 septembre 2019, une cache d'armes et de munitions contenant un lance-roquettes équipé de huit canons de 110 mm, 10

roquettes de 110 mm, huit fusées pour roquettes, ainsi que 1 820 balles de différents calibres et d'autres objets», précise le communiqué.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi, en coordination avec des éléments des Douanes à Tamanrasset (6^{ème} RM), 2 420 litres de carburants et divers outils d'orpaillage, tandis que 39 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Djanet (4^{ème} RM), Tlemcen et Naâma (2^{ème} RM)», ajoute la même source.

Aussi, une cache d'armes et de munitions a été décou-

verte samedi par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) près des frontières sud à Tamanrasset, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a découvert, le 21 septembre 2019 lors d'une opération de recherche et de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset (6^{ème} RM), une cache d'armes et de munitions», précise la même source.

Cette cache contenait «une mitrailleuse lourde de calibre 14,5 mm, une mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une roquette pour RPG-7, 10 grenades antichars FLG, deux fusées de calibre 82 mm, ainsi que 265 balles de différents calibres».

«Ces opérations réalisées sur le terrain témoignent du haut degré de vigilance et de l'efficacité des unités de l'Armée nationale populaire en charge de la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières», souligne le communiqué.

Bilal L.

Oran

94 cas d'intoxication alimentaire dans deux fast-foods

Quelque 94 personnes dont sept enfants ont été victimes d'une intoxication après avoir pris des repas au niveau de deux fast-foods de la ville d'Oran, et ont été prises en charge au service des urgences médicaux chirurgicales (UMC) du Chuo, a-t-on appris de la cellule de communication de cet établissement. La même source a indiqué que le service des UMC avait reçu les 94 victimes qui ont afflué à partir de la soirée de samedi et jusqu'à hier matin. Les personnes touchées, pour la plupart des familles composées de deux à quatre membres,

avaient pris des repas dans ces deux lieux de restauration rapide pour ressentir ensuite les symptômes propres à une intoxication. La plupart des victimes ont quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, hormis sept personnes gardées au niveau du service des maladies infectieuses pour un meilleur suivi. Les sept enfants, faisant partie de trois familles, ont été pris en charge au niveau du service des urgences pédiatriques, qui a ouvert récemment ses portes, a-t-on ajouté de même source.

Reda A.

ACTU...

France

Un homme fonce sur une mosquée

Un homme a foncé volontairement samedi en début de soirée sur l'entrée de la Grande mosquée de Colmar (est de la France) sans faire de blessés, avant d'être interpellé, a-t-on indiqué de sources concordantes.

«Un individu a projeté son véhicule contre l'entrée de la Grande mosquée un peu avant 20h» (18h GMT), a indiqué la préfecture du département alsacien du Haut-Rhin citée par l'AFP.

«Il n'y a pas de blessés à part le conducteur et une enquête est en cours», a ajouté la préfecture.

L'homme, sur lequel aucune information n'a été communiquée dans l'immédiat, a été rapidement interpellé sur place par la police, a indiqué une source policière. Blessé, «il a été pris en charge médicalement», a précisé la préfecture.

Salem M.

Gendarmerie nationale

Des quantités de drogue et de psychotropes saisies

Des quantités de drogue et de psychotropes ont été saisies et plusieurs individus ont été interpellés pour divers délits à travers plusieurs wilaya du pays, indique dimanche un communiqué de la Gendarmerie nationale.

Dans les wilayas d'Oran et Béchar, les gendarmes des groupements territoriaux ont récupéré, lors de l'exécution de patrouilles, 164 comprimés de psychotropes de différentes marques et 2 gr de kif traité, alors qu'à Batna, deux individus âgés respectivement de 34 et 35 ans, ont été interpellés à bord d'un véhicule en possession de 93 gr de kif traité, 176 gr de bijoux en or non poinçonnés et des sommes d'argent de l'ordre de 42 millions de centimes et 1 185 euros, précise la même source.

A Tlemcen, les gendarmes du Groupement territorial ont interpellé, lors d'une patrouille dans la commune de Remchi, deux individus à bord d'un camion, en possession de quatre fusils de fantasia, détenus illégalement.

A Djelfa, un individu (47 ans) qui voyageait à bord d'un autocar a été interpellé lors d'un point de contrôle dressé dans la commune d'El Guedid, en possession de 200 gr de kif traité. Bilal L.

Aéroport d'Athènes

Dix migrants syriens se font passer pour des volleyeurs

Dix migrants syriens, vêtus de la même tenue de sport, ont essayé de se faire passer pour une équipe de volley à l'aéroport d'Athènes d'où ils espéraient s'envoler pour la Suisse, a annoncé dimanche la police grecque.

Espérant que leur déguisement les aiderait à passer la frontière, les 10 hommes, qui transportaient également deux ballons de volley et portaient les mêmes sacs, ont été démasqués lors du contrôle des papiers d'identité à l'aéroport Eleftherios Venizelos.

Entrés illégalement en Grèce, ils ont été arrêtés quand il s'est avéré que leurs papiers étaient des faux. Selon des sources policières, les Syriens, qui voulaient se rendre à Zurich, ont présenté des passeports ukrainiens.

Selon les derniers chiffres officiels, plus de 26 600 demandeurs d'asile se trouvent actuellement dans des camps bondés sur les îles grecques de Lesbos, Chios et Samos.

T. H.